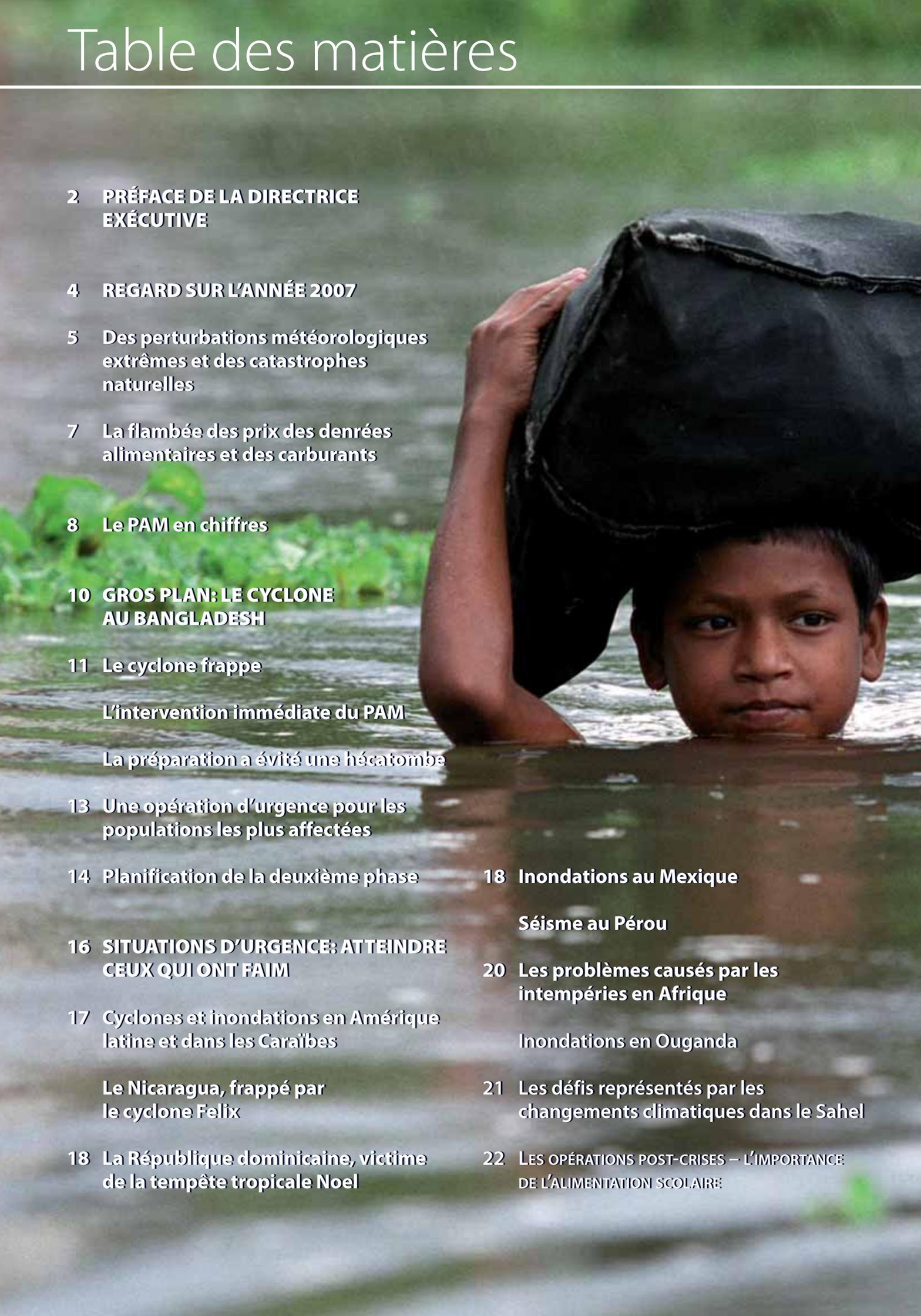


Programme alimentaire mondial 2007



Ensemble vers la solution

Table des matières

- 
- 2 PRÉFACE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE**
- 4 REGARD SUR L'ANNÉE 2007**
- 5 Des perturbations météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles**
- 7 La flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants**
- 8 Le PAM en chiffres**
- 10 GROS PLAN: LE CYCLONE AU BANGLADESH**
- 11 Le cyclone frappe**
- L'intervention immédiate du PAM**
- La préparation a évité une hécatombe**
- 13 Une opération d'urgence pour les populations les plus affectées**
- 14 Planification de la deuxième phase**
- 16 SITUATIONS D'URGENCE: ATTEINDRE CEUX QUI ONT FAIM**
- 17 Cyclones et inondations en Amérique latine et dans les Caraïbes**
- Le Nicaragua, frappé par le cyclone Felix**
- 18 La République dominicaine, victime de la tempête tropicale Noel**
- 18 Inondations au Mexique**
- Séisme au Pérou**
- 20 Les problèmes causés par les intempéries en Afrique**
- Inondations en Ouganda**
- 21 Les défis représentés par les changements climatiques dans le Sahel**
- 22 LES OPÉRATIONS POST-CRISES – L'IMPORTANCE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE**



28 Achats au Soudan

29 IODISATION DU SEL AU SÉNÉGAL

30 PROBLÈMES DE SÉCURITÉ

32 Somalie

33 Kenya

**34 ATTENTAT À LA BOMBE CONTRE LES LOCAUX DES
NATIONS UNIES EN ALGÉRIE**

35 Soudan

**23 L'adaptation aux changements
climatiques au Mozambique**

24 VISITE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE AU MALI

**25 Appui aux moyens de subsistance
au Népal**

**26 ACHATS DE PRODUITS
ALIMENTAIRES DANS LES PAYS EN
DÉVELOPPEMENT**

**27 La Bourse des céréales d'Addis-Abeba
– Le pouvoir des achats locaux**

36 FINANCEMENT ET RESSOURCES

**37 Irrégularité du financement et de
l'aide alimentaire mondiale**

**38 LE PROCESSUS DE RÉFORME DE
L'ORGANISATION DES NATIONS
UNIES**

39 Programmation conjointe

40 ANNEXES

Préface de la Directrice exécutive

L'année 2007 a été marquée par le cycle de plus en plus familier des catastrophes naturelles mais aussi par l'apparition d'une crise très différente dont les causes sont multiples. À la fin de l'année, la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants menaçait d'accroître de plusieurs millions le nombre d'êtres humains qui souffrent de la faim, renchérissant l'aide vitale représentée par les secours alimentaires.

Les pressions provoquées par les prix sont venues s'ajouter à d'autres difficultés, dont les catastrophes naturelles toujours plus nombreuses et dévastatrices, des tensions sur les marchés des produits, la contraction de l'aide alimentaire provoquée par l'amenuisement des excédents et la flambée des coûts de l'énergie.

Face à ces défis, le PAM a fourni une aide alimentaire à 86,1 millions de bénéficiaires dans 80 pays, permettant ainsi à des centaines de communautés de se nourrir et de recouvrer leur sécurité alimentaire.

Nous avons distribué des vivres aux populations affectées par des conflits et des crises, par exemple au Soudan, où le PAM a fourni une assistance à 3 millions de bénéficiaires au Darfour seulement, ou à la suite du cyclone qui a déferlé sur le Bangladesh, du séisme qui a secoué le Pérou, des inondations qui ont frappé l'Afrique ou des cyclones et des inondations qui ont dévasté différentes régions d'Amérique latine.

Les capacités dont dispose le PAM en matière de préparation aux situations d'urgence, de logistique et d'intervention rapide ont directement contribué au succès des 44 opérations d'urgence et 69 interventions de secours et de redressement qui ont été menées pendant l'année.

En 2007, au cours de mes neuf premiers mois de mon mandat, j'ai pu constater, dans les régions les plus reculées, les effets des destructions causées aussi bien par l'homme que par la nature ainsi que leur impact sur la vie et les moyens de subsistance des hommes, des femmes et des enfants. Sur une note plus positive, j'ai également pu voir comment le PAM – la plus vaste organisation humanitaire qui soit au monde – exploite ses avantages comparatifs pour faire face aux besoins. Tout au long de ces visites, j'ai été frappée par quatre des atouts du PAM.



Premièrement, rien ne nous arrête dans notre travail. Qu'ils soient transportés à bord d'avions ou de camions, à bicyclette ou à dos de chameau, de yak ou d'éléphant, les secours alimentaires parviendront jusqu'à ceux qui ont faim. Littéralement, rien n'arrête le PAM.

Le deuxième des atouts du Programme réside dans le pouvoir des achats locaux. En 2007, le PAM a dépensé 612 millions de dollars – chiffre record – en achats de produits alimentaires dans 69 pays en développement, soit 30 pour cent de plus que l'année précédente. Indépendamment de l'investissement qu'ils représentent dans l'économie des pays en développement, les achats locaux ont également apporté aux agriculteurs un complément de revenus fort nécessaire, ont encouragé le développement des marchés locaux et ont permis au PAM de réaliser des économies sur les frais de transport et les coûts connexes. Franchissant un pas de plus, le PAM a entrepris d'affiner ses pratiques d'achat pour privilégier celles qui contribuent le plus à améliorer la situation des petits agriculteurs.

Troisièmement, j'ai été frappée par l'impact de l'alimentation scolaire. Dans certains des villages les plus reculés que j'ai visités dans mes déplacements de par le monde, j'ai vu comment une humble tasse de bouillie pouvait faire éclore un sourire sur le visage d'un enfant, d'innombrables enfants. Indépendamment du



réconfort apporté par ce sourire, l'impact de l'alimentation scolaire va beaucoup plus loin et touche directement l'éducation, la santé et l'avenir de ces enfants qui, un jour, seront appelés à diriger leurs propres familles et, qui sait, leurs propres communautés. En 2007, les programmes d'alimentation scolaire du PAM lui ont permis de nourrir 19,3 millions d'enfants, à un coût total de 318 millions de dollars. La hausse des prix des produits alimentaires a fait de ces programmes un élément toujours plus critique du système de protection sociale.

Le dernier de ces atouts, mais ce n'est certainement pas le moindre, tient à l'engagement et au dévouement du personnel endurci du PAM, de ses 9 000 fonctionnaires qui travaillent en première ligne dans certaines des régions les plus reculées et les plus inaccessibles du monde. Les événements de 2007 ont été un dur rappel des dangers et de l'insécurité auxquels est confronté le PAM. La mort tragique de fonctionnaires du PAM à Alger et au Soudan et les arrestations et détentions en Somalie témoignent de l'engagement et des sacrifices des collaborateurs du PAM qui, avec leurs familles, font don de tout, chaque jour, pour garantir par leur aide la survie des populations les plus vulnérables de la planète.

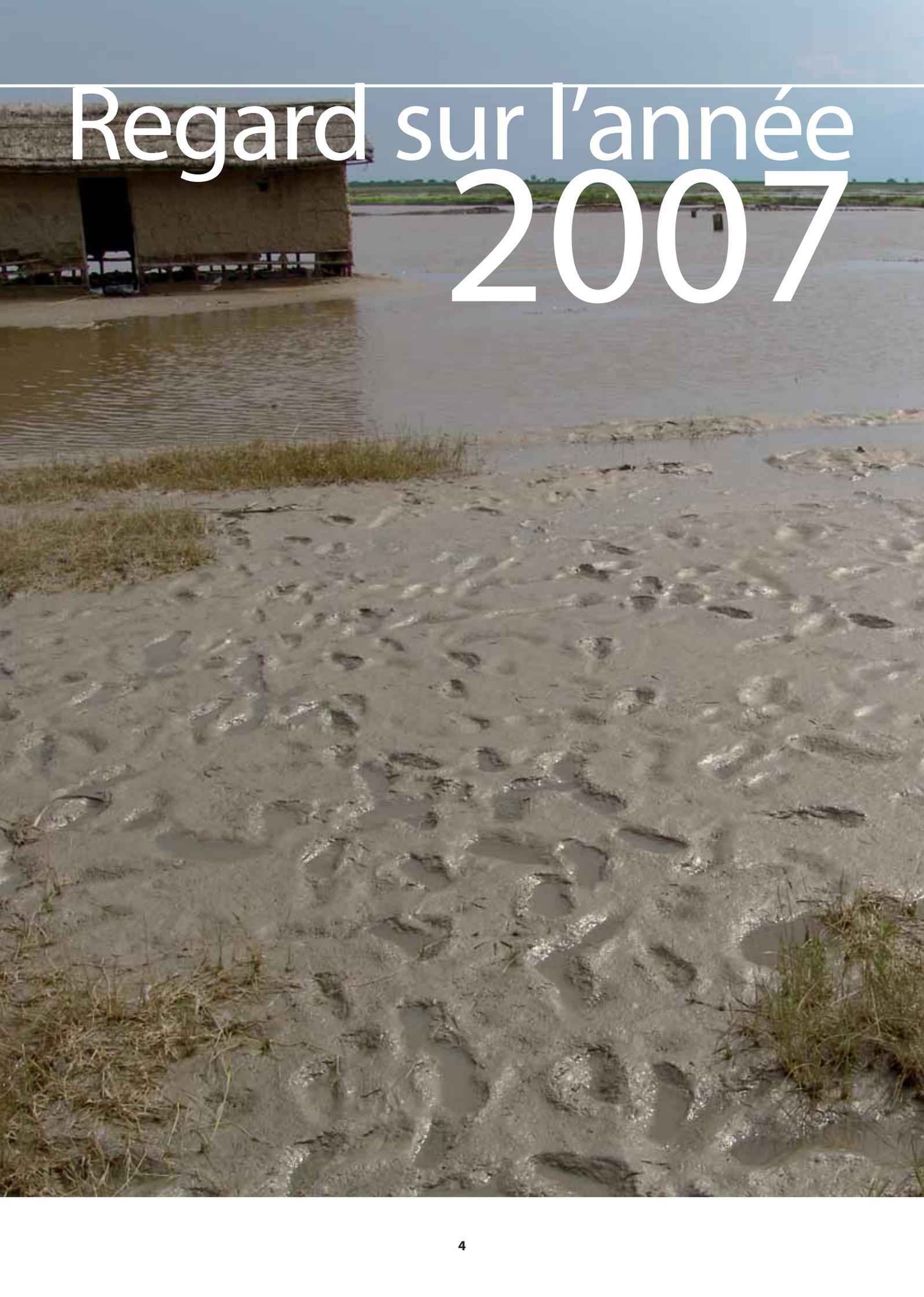
Mais il faut pour cela, comme il va de soi, des ressources et des contributions, qui ont été considérables en 2007, dépassant 2,7 milliards de dollars, ce qui nous a permis de satisfaire plus de

91 pour cent des besoins prévus au budget. Cependant, la hausse mondiale des coûts des produits alimentaires et des frais de transport a mis les ressources du PAM à rude épreuve et a creusé le fossé de la faim, la quantité de produits fournis par le PAM en 2007 ayant été 17,5 pour cent inférieure à celle de l'année précédente et le nombre de ses bénéficiaires ayant diminué de 2 pour cent.

Nul doute que ces défis persisteront en 2008, mais notre objectif est d'inverser cette tendance. Le monde ne peut pas se permettre de perdre du terrain après avoir déjà tant progressé sur la voie de la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le développement, consistant à réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de ceux qui ont faim.

Tout en actualisant ses priorités stratégiques pour les années à venir, le PAM réaffirme son engagement de combattre la faim et de secourir les plus nécessiteux car l'élimination de la faim est sans doute à la fois le plus redoutable des défis mais aussi la possibilité la plus prometteuse de notre époque.

Josette Sheeran
Directrice exécutive



Regard sur l'année 2007



Pendant toute l'année 2007, les activités du PAM ont été affectées par l'évolution rapide de l'environnement externe qui a débouché sur une sérieuse aggravation de l'insécurité alimentaire dans le monde, ce à quoi ont contribué les perturbations atmosphériques et la fréquence des catastrophes naturelles, la flambée des coûts des denrées alimentaires et des frais de transport, la contraction des stocks de produits alimentaires et l'amenuisement de l'aide alimentaire mondiale.

Sur le plan interne, le PAM a commencé à se préparer à la décennie à venir et a entrepris un vaste processus de consultations pour rehausser son rôle de premier plan dans le domaine humanitaire et mieux contribuer à éliminer la faim dans le monde. Si l'on veut accélérer les progrès accomplis dans la lutte contre la faim, il importe de réduire le fossé qui existe entre les secours fournis dans l'urgence et les solutions à long terme. Les travaux entrepris par le PAM dans ce contexte l'ont été dans le droit fil du processus de réforme de l'Organisation des Nations Unies.

De nouveaux îlots et de nouveaux épisodes d'insécurité alimentaire liés à la hausse des prix et à la fréquence accrue des catastrophes naturelles sont apparus comme une sérieuse menace sur les plans local, national et mondial et ont eu un impact disproportionné sur les communautés et les pays pauvres. Les stocks mondiaux de céréales sont tombés à leur niveau le plus bas depuis 25 ans, ce qui a accru la vulnérabilité des approvisionnements alimentaires mondiaux aux crises et aux catastrophes naturelles.

DES PERTURBATIONS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES ET DES CATASTROPHES NATURELLES

En 2007, dans son quatrième et dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a souligné, avec preuves à l'appui, que le réchauffement de l'atmosphère menaçait les écosystèmes et les capacités des pauvres de s'adapter à des changements de plus en plus menaçants. Parmi les prévisions du GIEC, il y a lieu de citer notamment un fléchissement marqué du produit intérieur brut en Afrique, une aggravation de la malnutrition, un stress hydrique accru et une baisse de rendement des récoltes. Selon le GIEC, le réchauffement de la planète a déjà commencé à altérer les schémas météorologiques établis de longue date et à multiplier les perturbations extrêmes.

Regard sur l'année 2007



Selon le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles ne cessent de croître depuis plus de 10 ans. Bien qu'elle ait légèrement reculé en 2007, cette tendance à long terme est très nette depuis les années 90 et il ressort de la plupart des indicateurs qu'elle se maintiendra très vraisemblablement. Le nombre de catastrophes naturelles est passé de 200 à 250 par an au milieu des années 90 à 400 à 450 par an en 2000-2005. En 2006, le CRED a enregistré 483 catastrophes, chiffre qui a légèrement diminué en 2007 pour tomber à 441.

Pour le PAM, les changements climatiques ne sont pas un concept abstrait mais une réalité quotidienne. En 2007, le PAM a dû intervenir à la suite de catastrophes naturelles dans 19 pays. Il a lancé 23 opérations d'urgence nationales et régionales et 5 opérations spéciales pour secourir près de 7 millions d'êtres humains sinistrés par des inondations, des tempêtes, des séismes ou des sécheresses. Le montant total des budgets approuvés par toutes ces opérations a dépassé 109 millions de dollars.

L'opération de plus grande envergure en 2007 a été l'intervention mise sur pied par le PAM à la suite du cyclone et des inondations ultérieures qui ont affecté le Bangladesh en novembre. Les autres catastrophes qui ont appelé une intervention de sa part en 2007 ont été notamment le cyclone Felix au Nicaragua, le cyclone Dean dans les Caraïbes, les tempêtes tropicales Noel et Olga en République dominicaine, le cyclone Durian aux Philippines, les cyclones au Pakistan et au Mozambique, les tremblements de terre au Pérou et les graves inondations qui ont dévasté des régions entières de l'ouest, du centre et de l'est de l'Afrique.

Le PAM a également aidé les communautés vulnérables à se préparer à mieux résister et à s'adapter à des perturbations météorologiques extrêmes. Il s'est attaché pendant l'année à redoubler d'efforts pour aider les pauvres à s'adapter à l'impact du mauvais temps au moyen d'activités de création d'emplois visant à protéger les fragiles systèmes de sécurité alimentaire et à faire en sorte qu'ils demeurent intacts en cas de crise.



LA FLAMBÉE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET DES CARBURANTS

Dès juin 2007, Josette Sheeran, Directrice exécutive du PAM, a averti que tout paraissait se conjuguer contre les populations les plus vulnérables du monde. À la fin de 2007, les signes annonciateurs de la tourmente ont commencé à apparaître et le PAM, comme le traditionnel canari de la mine de charbon, a été le premier à en constater les effets sur sa filière de produits.

L'augmentation de la demande mondiale de produits alimentaires a durement affecté le PAM, essentiellement de deux façons.

Premièrement, l'augmentation de la demande a fait monter les prix, ce qui signifie évidemment que nourrir ceux qui ont faim a commencé à coûter plus cher au PAM. Après plusieurs dizaines d'années de chute libre des prix des denrées alimentaires, ceux-ci ont augmenté de façon marquée pour les cultures qui sont à l'origine de la moitié des calories consommées dans le monde. Le prix du blé, par exemple, a doublé pour atteindre le chiffre record

de 400 dollars la tonne. Les prix du maïs ont eux aussi atteint des niveaux sans précédent, de même que toute une série d'autres produits comme le riz, l'orge, le soja, les pois, les lentilles, le tournesol et les produits laitiers. Deuxièmement, le dollar s'est déprécié, ce qui a diminué les quantités de produits se trouvant dans la filière.

Pour le PAM, le coût global de l'assistance par bénéficiaire a, en 2007, dépassé de 50 pour cent en moyenne ce qu'il était en 2002. Pendant cette période de cinq ans, les prix du blé ont augmenté de 63 pour cent, ceux du riz de 61 pour cent et ceux du maïs de 45 pour cent. À la fin de 2007, le prix du maïs avait augmenté de 50 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Si la hausse des prix des produits et la contraction des marchés céréaliers ont eu quelques avantages, elles ont surtout été très préjudiciables aux populations les plus démunies. Dans les pays les plus pauvres, les agriculteurs, n'ayant pas les moyens nécessaires pour écouler leur production sur les marchés, ont été durement touchés par la hausse des prix des produits alimentaires, et tel a été le cas aussi des citoyens pauvres.

La hausse des prix a causé ce que Josette Sheeran appelle le "nouveau visage de la faim" – le visage de tous ceux qui pouvaient se procurer assez de pain à 30 cents la miche, mais pas à 60 cents. Pour eux, il se pouvait que les marchés locaux regorgent d'aliments, mais tout achat était au-delà de leurs moyens. En bref, les aliments ont commencé à être hors de portée pour de vastes secteurs de la population mondiale.

Pendant cette période de cinq ans, les frais de transport ont eux aussi augmenté rapidement lorsque le prix du pétrole s'est accru de 165 pour cent et les taux de fret de 40 pour cent. La convergence de l'augmentation des prix du pétrole et de la hausse des coûts mondiaux des céréales a beaucoup compliqué l'environnement dans lequel opère le PAM, qui a de gros besoins logistiques et qui achète de grandes quantités de produits sur les marchés. En 2007, le PAM a transporté par mer près de 2 millions de tonnes d'aide alimentaire, à un coût de 235 millions de dollars. Le service du transport maritime du PAM a réussi à obtenir des tarifs avantageux dans un secteur instable affecté par les prix du carburant et le déséquilibre entre l'offre et la demande. Dans certains cas, le PAM a réussi à exploiter l'asymétrie des échanges et a ainsi pu, par exemple, transporter du riz de Karachi à Bangkok à un coût de 1 dollar la tonne.

Le PAM en chiffres

2006	2007	PRINCIPAUX CHIFFRES
OMD 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim		
BÉNÉFICIAIRES		
87,8	86,1	millions de personnes qui ont faim assistées dans 78 pays (78 in 2006)
24,3	23,8	millions – projets de développement
16,4	15,3	millions – opérations d'urgence:
(7,7)	8,1)	- millions – situations de conflit
(7,9)	7,2)	- millions – catastrophes naturelles
47,1	47,0	millions – interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR)
72,9	71,6	millions de femmes et d'enfants
1,9	1,9	millions de réfugiés
7,2	8,8	millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays
1,2	0,8	millions de rapatriés
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE		
4,0	3,3	millions de tonnes de produits alimentaires distribués
2,0	2,1	millions de tonnes de produits alimentaires achetés
PROJETS EN COURS EN 2007		
		Programmes de pays 35
		Projets de développement 19
		Opérations d'urgence 44
		IPSR 69
		Opérations spéciales 33
		TOTAL 200
PROJETS APPROUVÉS EN 2007¹		
9	6	programmes de pays, évalués à 116 millions de dollars
1	10	projets de développement, évalués à 105 millions de dollars
20	32	opérations d'urgence/Compte d'intervention immédiate (CII), projets évalués à 880 millions de dollars
18	31	IPSR, évaluées à 2,1 milliards de dollars
15	14	opérations spéciales, évaluées à 59 millions de dollars
RECETTES ET DÉPENSES (en milliards de dollars)		
2,705	2,705	contributions reçues
2,932	3,029	recettes
2,664	2,753	dépenses directes
2,876	2,966	dépenses totales
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AIDE DU PAM		
90,6	88,5	pour cent des ressources multilatérales de développement affectées conformément aux critères de concentration en faveur de certains pays
68,8	74,0	pour cent des ressources de développement affectées allant aux PMA
77,0	79,4	pour cent des produits alimentaires achetés (en volume) dans des pays en développement
73,9	72,0	pour cent de l'aide du PAM destinée à des pays d'Afrique subsaharienne

¹ Non compris les CAD.

2006	2007	PRINCIPAUX CHIFFRES
------	------	---------------------

OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous

19,4	19,3	millions d'enfants scolarisés ont reçu des repas scolaires/rations à emporter, dont
47,9	46,6	pour cent de filles
6,0	6,0	pour cent d'augmentation de la scolarisation (en chiffres absolus) dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
90,0	93,0	pour cent des enfants ont suivi les cours toute l'année dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM

OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

51,4	52,2	pour cent des bénéficiaires étaient des femmes ou des adolescentes
375	240	mille femmes occupaient des postes de responsabilité dans les comités de gestion de l'aide alimentaire
5,5	5,1	millions de femmes ont reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
4,7	4,2	millions de cartes de ration familiale ont été établies au nom des femmes dans le cadre des distributions générales de vivres

OMD 4 Réduire la mortalité infantile

55,4	53,6	millions d'enfants ont bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
9,9	5,7	millions d'enfants victimes de malnutrition ont bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial

OMD 5 Améliorer la santé maternelle

1,5	2,0	millions de femmes vulnérables ont bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
89	98	pour cent des femmes enceintes et mères allaitantes suivies ont reçu des aliments enrichis en micronutriments (Engagement renforcé en faveur des femmes No 1) ²

OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

21	20	des 25 pays où la prévalence du VIH/sida est la plus élevée ont reçu une aide du PAM
8,4	1,8	millions de personnes touchées par le VIH/sida ont reçu une aide alimentaire du PAM
51	50	pays ont reçu une aide au titre de programmes de prévention de la tuberculose et du VIH/sida

OMD 7 Assurer un environnement durable

28,0	17,1	millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à apprendre à résister aux chocs et à préserver leurs moyens de subsistance
-------------	-------------	---

OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

14	15	partenaires de réserve
9	12	missions d'évaluation conjointe de la production et des disponibilités alimentaires conduites avec la FAO
20	8	missions d'évaluation conjointe conduites avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
84	84	entreprises et entités privées ont apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature, pour une valeur de 94,5 millions de dollars
3 264	2 816	organisations non gouvernementales ont travaillé avec le PAM

² Enquête de référence sur les Engagements renforcés en faveur des femmes.

Gros plan:

Le cyclone au Bangladesh



LE CYCLONE FRAPPE

Dans la soirée du 15 novembre, après avoir accumulé suffisamment d'énergie pour devenir une tempête tropicale de force 4 au-dessus du golfe du Bengale, le cyclone Sidr a touché la côte du Bangladesh, provoquant dans son sillage inondations, destructions et dévastations. Les vents, atteignant jusqu'à 240 km à l'heure, ont fait voler en éclats logements et commerces, provoqué l'effondrement des ponts et causé des crues torrentielles qui ont dévasté les récoltes et emporté les routes.

Le cyclone a fait quelque 3 800 morts, quelque 4,7 millions de sans-abri et décimé les troupeaux par milliers. Le Gouvernement du Bangladesh a estimé la valeur totale des dommages à plus de 2,2 milliards de dollars.

L'INTERVENTION IMMÉDIATE DU PAM

Le Gouvernement ayant redoublé d'efforts pour se préparer à l'éventualité d'une catastrophe, le PAM a pu réagir immédiatement et mettre sur pied des interventions d'urgence. Grâce aux stocks prépositionnés à proximité des régions vulnérables et des accords de coopération pour la mise à disposition de moyens logistiques de réserve conclus avec différents partenaires, le PAM a pu secourir les premiers bénéficiaires six heures seulement après la catastrophe en distribuant 416 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique et 750 tonnes de riz à 100 000 habitants des zones les plus durement touchées. En 48 heures, le PAM, conjointement avec ses organisations non gouvernementales (ONG) associées, avait porté secours à 654 000 personnes.

LA PRÉPARATION A ÉVITÉ UNE HÉCATOMBE

Si une réaction aussi rapide a été possible, c'est parce que le pays était prêt. Lorsqu'un cyclone de férocité semblable avait ébranlé le Bangladesh, en 1991, il y avait eu 80 000 morts. La préparation était alors minimale et la catastrophe a pris le pays par surprise.

Cette fois-ci, l'équipe du PAM chargée de la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence au Bangladesh avait commencé à suivre le cheminement du cyclone une semaine déjà avant qu'il ne touche terre. Le service chargé de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité du PAM avait établi des cartes de la vulnérabilité qui pouvaient être utilisées pour évaluer le nombre des habitants des régions se trouvant sur la route du cyclone. Grâce à cette information, ainsi qu'au système d'alerte rapide mis en place par le Gouvernement lui-même, 3,2 millions de personnes ont pu être évacuées des zones névralgiques.

Ces mesures de préparation à longue échéance, ainsi que d'autres mesures semblables, dont la construction – avec l'aide du PAM – de digues, de bermes et d'abris d'urgence et l'organisation d'un système d'alerte par radio, ont aidé à sauver des dizaines de milliers de vies humaines. Enfin, mais ce n'est pas le moins important, des milliers de volontaires ont été immédiatement disponibles pour faciliter les évacuations et la distribution des secours.



“Il ne fait aucun doute que les mesures adoptées pour se préparer à l'éventualité d'une catastrophe de cette nature et en atténuer les effets ont sauvé des dizaines de milliers de vies humaines.”

Tony Banbury,
Directeur du Bureau régional pour l'Asie

Gros plan: le cyclone au Bangladesh





UNE OPÉRATION D'URGENCE POUR LES POPULATIONS LES PLUS AFFECTÉES

Onze jours après la catastrophe, le PAM et la FAO ont approuvé une opération d'urgence d'une valeur de 51,8 millions de dollars pour distribuer des vivres, pendant six mois, aux 2,3 millions de personnes les plus gravement touchées au Bangladesh. Les enquêtes précédemment menées dans le pays avaient fait apparaître en effet que la malnutrition s'aggravait toujours quelques mois après une catastrophe.

Ces enquêtes montraient également qu'après un cyclone, il y avait généralement une "double crise" dans les régions sinistrées, la première intervenant de deux à trois mois après la catastrophe, et provoquée principalement par la diarrhée et les maladies infectieuses, et une seconde, causée par l'insécurité alimentaire, avant la récolte.

Le financement initial de ces opérations (18,5 millions de dollars) a été fourni par les deux fonds d'intervention en cas d'urgence du système des Nations Unies, le Compte d'intervention immédiate (CII) et le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), et les gouvernements ont immédiatement fait preuve d'une grande générosité dans leurs contributions. Au 31 décembre, 80 pour cent du total des ressources nécessaires avaient pu être mobilisées, de sorte que le financement de l'opération d'urgence se trouvait totalement garanti pour la première phase et au-delà.

À la fin de l'année, le PAM avait distribué plus de 12 000 tonnes de produits alimentaires, dont des biscuits à forte teneur énergétique, du riz, des légumineuses, de l'huile et du sel. La plupart de ces produits avaient été transportés par route, mais des hélicoptères de l'armée de l'air et des navires de la Marine nationale avaient également été déployés pour parvenir jusqu'aux régions inaccessibles par terre.



Gros plan: le cyclone au Bangladesh

PLANIFICATION DE LA DEUXIÈME PHASE

À la mi-décembre, le PAM et ses partenaires ont réalisé une évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire, au moyen d'une enquête auprès de plus de 600 ménages, 200 petits fournisseurs et plus de 60 dirigeants communautaires, pour analyser l'efficacité des opérations de secours et aider à planifier la deuxième phase.

L'enquête a fait apparaître différents facteurs, en particulier la hausse des prix des produits alimentaires et des taux alarmants de malnutrition aiguë, portant à conclure que les distributions de vivres devraient se poursuivre jusqu'au mois de mai, date de la prochaine récolte de riz (récolte Boro). Cette assistance pourrait aider à nourrir les familles les plus touchées et les plus menacées par l'insécurité alimentaire dans les régions sinistrées et ainsi contribuer à prévenir la faim et la malnutrition et une nouvelle dégradation des moyens de subsistance.





Situations d'urgence:

atteindre ceux qui ont faim



CYCLONES ET INONDATIONS EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

À la différence du calme relatif de l'année précédente, le mauvais temps a provoqué de graves situations d'urgence en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2007, nouvel avertissement que le PAM et la région dans son ensemble devront se préparer à faire face à la multiplication des catastrophes naturelles causées par les changements climatiques.

Simultanément, ces multiples catastrophes ont démontré à quel point il peut être utile de veiller à ce que tant les bureaux de pays du PAM que les mécanismes nationaux et régionaux d'intervention en cas de catastrophe soient dûment prêts à intervenir. Ces dernières années, le PAM n'a cessé de renforcer et de perfectionner ses capacités d'intervention dans la région et, en 2007, ses efforts ont porté leurs fruits.

En encourageant les partenariats, en planifiant les secours en cas d'urgence et en mettant en place un réseau de plateformes logistiques au niveau sous-régional en Équateur, en El Salvador et à la Barbade, le PAM a pu réagir efficacement lorsque le mauvais temps a provoqué des catastrophes dans les pays où il n'avait pas de présence établie.

Le 22 août, devenu phénomène de force 5, le cyclone Dean a tout dévasté sur son chemin dans les Caraïbes et a affecté plus de 170 000 personnes, surtout à la Jamaïque et au Belize. Le PAM a pu envoyer immédiatement à la Jamaïque près de 9 tonnes de biscuits à forte teneur énergétique stockés dans son entrepôt de la Barbade et secourir plus de 22 000 victimes nécessiteuses. À peu près en même temps, deux mois de

rations composées de riz, de légumineuses, d'huile végétale et de biscuits à forte teneur énergétique ont été rapidement transportées au Belize à partir des dépôts se trouvant à proximité, en El Salvador, pour secourir 5 000 personnes.

LE NICARAGUA, FRAPPÉ PAR LE CYCLONE FELIX

Le 4 septembre, le cyclone Felix s'est accompagné de vents de 270 km à l'heure qui ont presque rasé toute la côte nord du Nicaragua sur la mer des Caraïbes et déraciné la majeure partie de la végétation, y compris arbres fruitiers et cultures. Ce cyclone de force 5 a affecté 185 000 habitants et a détruit près de 10 000 habitations.

Les inondations ont endommagé une partie du réseau routier et ont emporté le transbordeur et une péniche en un important point de franchissement du fleuve, ce qui a isolé la majeure partie de la région. Le jour même, le PAM a réagi dans les six heures suivant la levée de l'alerte, ayant pu emprunter les produits sur les stocks existants et ayant prépositionné des aliments enrichis à Puerto Cabezas, sur la côte.

Le PAM avait précédemment organisé des exercices d'intervention en cas d'urgence à l'intention du personnel des organismes de défense civile et des services gouvernementaux compétents dans la région de l'Amérique centrale, notamment au Nicaragua, dans le cadre de son projet de Réseau d'intervention en cas d'urgence en Amérique latine et dans les Caraïbes (LACERN), principalement financé par les États-Unis et par l'Espagne. Les routes étant impraticables, le bureau de pays a organisé une série de ponts aériens pour livrer les produits alimentaires aux communautés vivant le long de la côte et du fleuve. Les jours suivants, le PAM a lancé une opération d'urgence d'une durée de neuf mois pour secourir jusqu'à 80 000 personnes, en particulier les groupes vulnérables, pour les aider à reconstruire leurs vies dévastées.



Situations d'urgence: atteindre ceux qui ont faim

LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, VICTIME DE LA TEMPÊTE TROPICALE NOEL

Fin octobre, les pluies sans précédent entraînées par la tempête tropicale Noel ont causé de sérieuses inondations qui se sont traduites par des pertes de vies humaines, ont endommagé les logements et l'infrastructure et ont détruit les récoltes dans 26 des 32 provinces du pays. Les inondations ont affecté plus de 100 000 personnes, dont 55 000 ont été identifiées comme ayant besoin d'une assistance.

Pour commencer, le PAM a fait venir des secours alimentaires d'urgence des pays voisins, notamment en provenance de la plateforme sous-régionale d'aide humanitaire de la Barbade. Le PAM a pu transporter les secours dans les zones qui en avaient un besoin pressant en collaborant étroitement avec le Gouvernement et la société locale de la Croix-Rouge ainsi qu'en profitant de l'appui logistique du Service des gardes-côtes des États Unis, de la Marine royale britannique et des forces armées de la République dominicaine.

Le PAM a également lancé une opération d'urgence pour fournir une assistance pendant six mois aux populations affectées, en particulier aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans. Des activités Vivres contre travail et des programmes de formation ont été prévus dans le cadre de l'opération d'urgence pour permettre aux victimes de recouvrer leurs moyens de subsistance. En outre, et cela est tout aussi important, l'opération d'urgence avait pour but d'aider le Gouvernement et les communautés locales à renforcer leurs moyens d'intervention en prévision de catastrophes futures. Le PAM a, entre autres, appuyé le renforcement d'un plan national de secours en dispensant une formation à la logistique au personnel des organismes locaux de contrepartie ainsi que des capacités d'atténuation des effets des catastrophes.

En décembre, toutefois, même avant que tous les programmes de formation aient pu être mis sur pied, les fortes pluies accompagnant la tempête tropicale Olga ont à nouveau causé de graves inondations qui ont conduit à évacuer plus de 60 000 personnes. Une fois de plus, le PAM a réagi en fournissant une aide alimentaire d'urgence. Cette fois-ci, les approvisionnements disponibles étant plus abondants, le Gouvernement a pu faire face à la majeure partie des besoins, tandis que le PAM a lancé une opération d'une durée de deux mois pour nourrir jusqu'à 22 000 personnes.

INONDATIONS AU MEXIQUE

Au début du mois de novembre, les graves inondations survenues dans l'État de Tabasco, au Mexique, ont fait la une des journaux partout dans le monde lorsque 1 million d'habitants de la capitale de l'État, Villahermosa, ont soudainement vu leurs foyers partiellement ou totalement engloutis par les eaux.

Dans certains cas, les crues ont atteint 5 mètres et des familles tout entières ont dû se réfugier sur le toit des bâtiments avec poulets, cochons, chiens et chats.

Une équipe d'évaluation des besoins, notamment en matière de services logistiques, a été envoyée dans la région, et un convoi de cinq camions transportant 100 tonnes de biscuits à forte teneur énergétique a été dépêché à partir de la plateforme sous-régionale d'El Salvador.

Le PAM avait depuis longtemps fermé son bureau au Mexique, mais la décision de fournir une assistance a été motivée par l'urgence de la situation ainsi que par la généreuse contribution qu'a toujours apportée le Mexique aux autres pays de la région frappés par des catastrophes. Cette assistance a également reflété la tendance croissante au resserrement de l'entraide entre les pays de l'hémisphère, tendance que le PAM a encouragée par le biais du réseau LACERN.

SÉISME AU PÉROU

Le PAM a également dû intervenir à la suite d'une catastrophe naturelle, pour une fois non imputable au mauvais temps, à savoir le grave tremblement de terre qui a secoué la ville de Pisco, sur la côte sud du pays, le 16 août, faisant 500 morts et plus de 1 000 blessés.

Le séisme, de magnitude 7,9 sur l'échelle de Richter, a détruit des quartiers entiers et des communautés avoisinantes, faisant plus de 200 000 sans-abri et quelque 450 000 sinistrés.

Menant déjà des activités de développement au Pérou, le bureau de pays du PAM a pu, par l'entremise de l'organisme local de contrepartie, le *Programa Nacional de Asistencia Alimentaria* (PRONAA), transporter d'urgence des secours alimentaires vers la région sinistrée dans les 12 heures suivant le tremblement de terre, ce qui a permis d'éviter beaucoup de souffrances inutiles.



Bien que les routes d'accès aient été bloquées, le PAM a pu organiser d'autres itinéraires d'approvisionnement et a posé les bases de son opération d'urgence, d'une valeur de 6,9 millions de dollars, visant à fournir pendant neuf mois une assistance à 80 000 des victimes les plus démunies.

Cette opération avait essentiellement deux objectifs: premièrement, empêcher que la situation nutritionnelle des populations affectées, et surtout des enfants de moins de 5 ans et des mères allaitantes, ne se dégrade encore plus, et, deuxièmement, rétablir les moyens de subsistance des populations sinistrées au moyen de projets Vivres contre travail et de la reconstruction des logements et de l'infrastructure agricole.

Une fois de plus, le réseau de plates-formes sous-régionales du PAM a fourni un appui important, surtout pour l'expédition de

secours alimentaires d'urgence en provenance de l'Équateur à bord d'avions généreusement mis à la disposition du Programme par le Gouvernement.

L'un des aspects de cette opération qui mérite de retenir l'attention a été la décision du Gouvernement péruvien de faire appel à l'expérience acquise par le PAM en matière d'achats. Quarante-huit heures seulement après la catastrophe, le bureau de pays du PAM a été prié d'acheter des produits alimentaires pour faire face aux besoins de toutes les populations affectées. Le PAM a immédiatement acheté sur les marchés locaux 16 600 tonnes de produits, à un coût de 16,5 millions de dollars, et les a expédiées aux communautés qui en avaient le plus besoin.

Situations d'urgence: atteindre ceux qui ont faim

LES PROBLÈMES CAUSÉS PAR LES INTEMPÉRIES EN AFRIQUE

En 2006, de vastes régions de l'Afrique orientale ont été frappées par une grave sécheresse et, en octobre 2007, à l'inverse, ce sont des inondations catastrophiques qui ont emporté avec elles les moyens de subsistance des populations d'une bonne part du continent.

INONDATIONS EN OUGANDA

L'Ouganda a été particulièrement touché et des dizaines de milliers de personnes ont dû quitter leurs foyers. Selon les estimations, au moins 300 000 personnes avaient besoin d'une aide humanitaire.

Pour la première fois dans le pays, le PAM a été forcé d'organiser des largages aériens pour faire parvenir les secours alimentaires aux populations isolées par les inondations. Les groupes les plus nécessiteux étaient les quelque 250 000 personnes vivant dans les camps du nord du pays, qui se nourrissaient chaque jour grâce à l'aide du PAM mais qui étaient totalement isolées par les crues.

Dans certains cas, les Ougandais déplacés par la guerre dans le nord et qui avaient regagné leurs foyers après avoir vécu

des années dans des camps ont été forcés de quitter à nouveau leurs terres, l'avancée des eaux submergeant leurs récoltes et désintégrant leurs maisons de pisé.

Les routes et les ponts étant coupés, il a fallu pour avoir accès à certaines régions faire des prodiges d'imagination. Fréquemment, le PAM a été forcé de remonter dans l'intérieur du pays au moyen de petites embarcations pour aider à transporter les produits alimentaires et les autres secours indispensables à travers les cours d'eau en crue et les plaines alluviales. Une opération spéciale d'une valeur de 5 millions de dollars a rapidement été mise sur pied pour mettre une flotte de camions, d'embarcations et d'aéronefs au service de tous les organismes humanitaires fournissant des secours à la suite des inondations, excellent exemple du rôle que peut jouer le PAM en sa qualité d'organisme chef de file du Module de la logistique des Nations Unies.

Les distributions de vivres à certains des groupes les plus durement touchés par les inondations se sont poursuivies en 2008 pour les aider à reprendre pied après la catastrophe. La situation ne devrait s'améliorer qu'avec les récoltes de juillet 2008.



LES DÉFIS REPRÉSENTÉS PAR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE SAHEL

Dans les pays du nord du Sahel – Niger, Mauritanie, Burkina Faso, Mali et Tchad – il meurt plus de jeunes enfants que dans n'importe quelle autre région du monde. Dans ces pays, chaque année, quelque 600 000 enfants n'atteindront jamais leur cinquième anniversaire: plus de 1 600 enfants meurent chaque jour ou près de 70 toutes les heures du jour et de la nuit. Pour plus de la moitié d'entre eux, la cause sous-jacente du décès est la malnutrition.

En 2007, le nord du Sahel a été confronté à une crise dont presque personne n'a parlé. Paradoxalement, l'absence de conflit, sauf au Tchad, a joué au détriment de ces pays pour ce qui est de mobiliser une assistance de la communauté internationale. L'expérience a montré que les victimes de la violence suscitent instinctivement plus de compassion que celles qui vivent jour après jour dans la misère.

En outre, le problème causé par la malnutrition s'est encore trouvé aggravé par différents facteurs: l'absence généralisée de services de santé et d'informations concernant la nutrition; la condition dans laquelle se trouvent reléguées les femmes et leur pouvoir limité en matière de prise de décisions; et la

prévalence élevée de nouveau-nés souffrant d'insuffisance pondérale.

Le PAM a conjugué ses forces à celles des autorités gouvernementales, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), des autres organismes des Nations Unies et des ONG pour mettre en œuvre une série de programmes pouvant donner à peu de frais des résultats notables dans le domaine de la sécurité alimentaire des ménages mais aussi dans ceux de la santé, de la nutrition et de l'hygiène, de l'enrichissement des aliments en micronutriments, du traitement de l'eau et de la lutte contre les parasites. Dans tous les pays du nord du Sahel, les programmes du PAM ont été élargis et ont fait une plus large place à la nutrition.

Le PAM s'est attaché tout d'abord à traiter les enfants souffrant d'un début de malnutrition aiguë, tandis que l'UNICEF a pris en charge les cas les plus graves. Les mesures de prévention ont ensuite été renforcées grâce à une amélioration de l'alimentation des enfants, de la santé maternelle et de la sécurité alimentaire des ménages.

La stratégie du PAM repose essentiellement sur des programmes de traitement et de prévention au niveau des



Situations d'urgence: atteindre ceux qui ont faim

communautés, qui sont ceux qui permettent d'atteindre les populations les plus nombreuses et d'obtenir les meilleurs résultats. Et des résultats ont effectivement été obtenus. Au Niger, les taux de malnutrition aiguë sont tombés de 15,3 pour cent en 2005 à 10,3 pour cent un an plus tard, ce qui montre bien que la malnutrition peut être traitée et peut être vaincue.

Pendant les années 70, 400 000 kilomètres carrés de terres arables ont disparu dans le Sahel, dévorés par le Sahara. Depuis lors, le désert n'a cessé d'avancer.

Il y a 30 ans, au Mali, des familles tout entières ont dû quitter les terres englouties par le sable pour se réinstaller près du fleuve Niger. Elles participent aujourd'hui à des projets d'irrigation et de reboisement du PAM qui s'inscrivent dans le cadre d'un vaste programme de développement élaboré par le Gouvernement.

Le PAM a aidé les populations à irriguer la terre, à cultiver du riz, à replanter des arbres pour prévenir l'érosion du sol, à freiner

l'avancée des dunes de sable dans les bassins fluviaux et à construire de petits barrages. Au Burkina Faso, le PAM a mené une enquête sur les ménages qui a démontré l'impact que ces activités pouvaient avoir sur les moyens de subsistance des petits agriculteurs qui travaillaient les terres marginales affectées par la désertification. L'amélioration des techniques de conservation de l'eau et des sols s'est traduite par l'allongement des campagnes de production, une augmentation des rendements et le développement de l'horticulture, venant remplacer le coton comme culture commerciale.

Les changements climatiques constitueront probablement pour le PAM l'un des plus sérieux défis du XXI^e siècle. Mais la lutte visant à mettre les pauvres à l'abri des pires ravages a déjà commencé.

Les opérations post-crisis – l'importance de l'alimentation scolaire

Les programmes d'alimentation scolaire du PAM sont également organisés dans les écoles nomades, au seuil du désert. Pour des centaines de milliers d'enfants du Sahel, ces programmes ouvrent les portes de l'alphabétisation et de l'éducation et peuvent les aider à élargir la gamme d'options qui s'offrent à eux dans un monde en mutation rapide, à une époque où les modes de vie traditionnels s'avèrent ne plus être durables.

En 2008, le PAM envisage d'élargir ses programmes d'alimentation scolaire pour aider plus d'un million d'élèves des écoles du Sahel.

Au plan mondial, le PAM a distribué, en 2007, des repas scolaires ou des rations à emporter à la maison à 19,3 millions d'enfants de 70 pays. L'appui apporté revêt des formes très diverses: repas en classe, rations familiales, distribution de micronutriments et appui aux familles.



En 2007, le PAM a entrepris de préparer le lancement au début de 2008 de la campagne **"Une tasse remplie = Un enfant nourri"** visant à mobiliser des fonds pour fournir une alimentation scolaire aux quelque 59 millions d'enfants qui fréquentent actuellement l'école mais dont le régime nutritionnel est déficient. Le PAM engage instamment les gouvernements, les donateurs et les autres acteurs humanitaires à conjuguer leurs efforts pour répondre à ce besoin.



L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU MOZAMBIQUE

En 2007, le Mozambique a été affecté non seulement par la sécheresse, mais aussi par des inondations et un cyclone, qui ont allongé la liste des catastrophes naturelles ayant sévi de par le monde. Pour Zifuva, communauté située à une cinquantaine de kilomètres de Maputo, dans le sud du Mozambique, la seule solution était de s'adapter à ces changements pour survivre.

Grâce à un programme Vivres contre travail du PAM, Zifuva a aujourd'hui un puits artésien qu'une source alimente toute l'année, qui permet d'irriguer les champs. L'eau s'écoule le long des chenaux creusés à la main, complétant ainsi l'eau de pluie qui s'est accumulée. Des pompes à main et des pompes à pédales acheminent l'eau du nouveau réservoir vers les champs avoisinants.

Tout récemment encore, ces champs n'étaient que poussière où la communauté avait peine à trouver chaque jour de quoi se nourrir. Aujourd'hui, le maïs se dresse dans les champs, symbole d'espoir et de survie. Comme l'on dit au Mozambique: "Si tu n'as pas mangé de maïs, tu n'as rien mangé!".

Grâce aux nouvelles techniques d'irrigation, la communauté est désormais assurée de pouvoir manger du riz toute l'année. Et juste derrière les champs de maïs poussent des ananas. Grâce à

l'appui apporté par le PAM au cours des deux dernières années, les habitants de Zifuva peuvent rester là où ils ont vécu depuis des décennies, n'ayant pas à imiter les millions d'autres qui ont dû abandonner leurs terres, laissant derrière eux des villages fantômes et des champs désertés, pour trouver un meilleur avenir dans les grandes villes.

Lorsque la récolte suffira aux besoins de tous, la communauté pourra même gagner un peu d'argent en vendant l'excédent de sa production. À cette fin, le PAM et ses partenaires des Nations Unies ont élaboré un projet, qui doit être lancé en 2008, visant à renforcer les capacités des petits agriculteurs de promouvoir et de vendre le surplus de leurs récoltes, produits qui, à leur tour, seront utilisés pour la réalisation d'autres programmes du PAM au Mozambique. Il se peut fort bien que Zifuva commence bientôt à produire les aliments dont se nourriront ceux qui souffrent encore de la faim.

Non seulement les habitants de Zifuva ont-ils appris à produire des cultures vivrières malgré un temps imprévisible et extrêmement incertain, mais ils entendent maintenant bénéficier du réchauffement de la planète en plantant des cultures pouvant servir à la fabrication de biocarburants. Ils sont un exemple vivant de la règle d'or à suivre face aux changements climatiques: apprendre à s'adapter, là est le secret.

Situations d'urgence: atteindre ceux qui ont faim



Visite de la Directrice exécutive au Mali

Les voies utilisées par le PAM pour combattre la faim et les raisons pour lesquelles il le fait sont nombreuses mais, en ce début de XXI^e siècle, il s'attache de plus en plus à aider les victimes des changements climatiques. Tel a été l'un des motifs de la visite que la Directrice exécutive a faite à Tombouctou, au Mali, au seuil du désert du Sahara, au début du mois de novembre.

Rares sont ceux, même au PAM, qui savent qu'au cours des quelques dernières dizaines d'années, les programmes Vivres contre travail ont permis de planter environ 5 milliards d'arbres dans des pays en développement de différentes régions du monde. Au moins 1 million d'arbres ont été plantés aux alentours de Tombouctou alors qu'année après année, le Sahara avance vers le Sud, menaçant des nappes aquifères vitales et dévorant les terres agricoles.

Les arbres non seulement enravent la progression du désert, mais encore leurs racines maintiennent en place les nutriments indispensables à la vie et protègent les terres agricoles. Dans sa tournée des projets appuyés par le PAM, la Directrice exécutive a pu se rendre compte du rôle capital que jouent les arbres en préservant la cohésion des communautés rurales.

"Nous sommes parvenus à un point que nous n'avions jamais pensé possible" a expliqué Maiga Zeinabu Cissé,



Présidente de la coopérative des femmes de Kabara, qui s'occupe à la fois de planter des arbres et de créer de nouvelles rizières avec l'aide du PAM. "Nous avons été les témoins d'un changement considérable. Avant ces projets, nous ne sortions même pas de chez nous, attendant seulement que nos hommes rentrent de leur travail en ville. Désormais, les hommes restent chez nous, ce qui est bon pour nos familles. La vie de toute la famille s'en est trouvée transformée."

La Directrice exécutive s'est dite réconfortée de voir de ses propres yeux comment le PAM aide les plus pauvres des pauvres à vivre, avec un espoir pour l'avenir.

"Tel est le point de départ de la lutte contre les changements climatiques" a fait observer la Directrice exécutive, au contact de la réalité quotidienne de l'une des régions les plus marginales du monde. "Pour les habitants de Tombouctou, les changements climatiques ne sont pas une vague théorie scientifique, mais un fait. Ils doivent s'adapter sans attendre, dès aujourd'hui, et le PAM est là pour les aider."

APPUI AUX MOYENS DE SUBSISTANCE AU NÉPAL

En 2007, le Népal a été à la fois noyé par les inondations et dévasté par la sécheresse, dont les effets combinés ont ravagé le pays. Les inondations du mois d'août, provoquées par les fortes pluies de la mousson, ont été les pires qui aient été enregistrées depuis plusieurs décennies. En moins de deux semaines, 44 des 75 districts du Népal se sont trouvés inondés. Les crues et les glissements de terrain qu'elles ont entraînés ont fait 130 morts et détruit 70 000 logements.

Même avant les pluies, le Népal subissait les graves répercussions de trois années consécutives de sécheresse. Dans de nombreuses communautés, les cultures n'avaient absolument rien donné, surtout au centre et dans l'extrême ouest du pays.

Les familles se sont fréquemment trouvées forcées, pour survivre dans une situation aussi désespérée, de vendre leurs terres, leurs animaux et leurs biens et de manger les stocks de semences, ce qui constitue manifestement une grave menace pour leurs futurs moyens de subsistance. Pour les protéger, le PAM a orienté une large part de son aide alimentaire vers des activités Vivres contre travail.

Ces activités – les travailleurs sont rémunérés sous forme de vivres en contrepartie du concours apporté à la construction de nouveaux éléments d'infrastructure – ont créé plus de 1 200 petits ouvrages communautaires dans 10 régions affectées

par la sécheresse du centre et de l'extrême ouest du Népal. En outre, 477 hectares de terres arables ont pu être irrigués, ce qui a accru les rendements, et il a été aménagé 500 nouvelles pistes, ce qui a amélioré les communications et créé de nouvelles possibilités d'échange.

À la suite de ces efforts, la production de riz s'est accrue de 10 pour cent et 30 pour cent des bénéficiaires ont pu utiliser la nouvelle piste ou les pistes nouvellement aménagées. Autre promesse d'un avenir meilleur, le nombre de ceux qui devaient quitter leurs foyers à la recherche de nourriture ou d'un travail a légèrement diminué.

Simultanément, le PAM a également aidé les habitants des districts frontaliers du sud du Terai, région la plus sinistrée par les inondations, auxquels le PAM a distribué des rations générales qui, en leur apportant l'essentiel de ce dont ils avaient besoin pour se nourrir, ont permis aux ménages d'utiliser leurs ressources pour reconstruire leurs maisons et reconstituer leurs moyens de subsistance.

À la fin de 2007, l'opération d'urgence menée par le PAM au Népal avait distribué plus de 8 700 tonnes de produits alimentaires à 543 000 personnes. Environ 70 pour cent de ces produits avaient été utilisés pour appuyer des projets Vivres contre travail qui ont donné aux victimes des inondations et de la sécheresse la possibilité de prendre un nouveau départ vers un avenir plus sûr.



Achats de produits alimentaires

dans les pays en développement



Toujours soucieux d'aider à renforcer les économies agricoles dans les pays en développement tout en cherchant à atténuer l'impact de la hausse du prix des produits et des carburants et des frais de transport, le PAM s'est également attaché à acheter de plus grandes quantités de denrées alimentaires sur les marchés locaux et régionaux.

Au Lesotho, l'an dernier, un groupe de 20 agriculteurs a vendu au PAM ce qui restait de leur production après avoir mis de côté le nécessaire pour se nourrir, eux-mêmes et leurs familles. Il s'agissait de 8 tonnes de maïs, ce qui leur a rapporté 2 800 dollars, somme considérable dans un pays où plus d'un tiers de la population vit avec moins de 1 dollar par jour.

Grâce à cette opération, Maleetoane Khali a aujourd'hui, à 52 ans, assez d'argent pour envoyer les aînés de ses enfants à l'école ou acheter des produits de première nécessité jadis inabornables, comme du savon et du sel. "J'espère pouvoir cultiver encore plus à l'avenir, ne plus jamais craindre d'avoir faim et avoir une meilleure vie en ayant un peu plus d'argent", explique Khali, qui vit avec son mari et ses huit enfants dans un petit village reculé des montagnes.

Le PAM achète des produits localement depuis plusieurs dizaines d'années et, depuis 2001, s'est procuré pour plus de 1 milliard de dollars de produits alimentaires en Afrique seulement. Les achats sont demeurés considérables en 2007, et 80 pour cent des achats réalisés par le PAM l'ont été dans 69 pays en développement: 1,6 million de tonnes de produits d'une valeur de plus de 612 millions de dollars.

Le PAM a apporté la preuve qu'acheter les produits alimentaires dont il a besoin aux échelons local et régional stimule et soutient les marchés, dope l'économie locale et encourage les agriculteurs à produire davantage. Fréquemment, le PAM peut acheter les produits à meilleur compte et adapter l'assortiment alimentaire aux préférences locales.

Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, les prix locaux n'ont pas été touchés par la hausse des coûts sur les marchés internationaux. Au Burkina Faso, les prix des produits d'origine locale ont baissé au cours des deux dernières années par suite, notamment, d'une importante campagne agricole qui a généré des excédents. Les prix des céréales, toutefois, ont

effectivement fluctué et ont commencé à augmenter à la fin de 2007, après la dernière récolte. Néanmoins, la stabilité des prix des céréales et des haricots est une preuve des avantages que peuvent avoir des achats sur les marchés locaux et régionaux.

Par ailleurs, le PAM a lancé le programme "Achats au service du progrès" pour aider les petits cultivateurs au moyen de méthodes novatrices d'achats de produits et de développement des marchés. Dans le cadre de ce programme, qui doit être réalisé à partir de 2008, le PAM achètera des produits directement aux associations d'agriculteurs et de petits fournisseurs locaux pour aider à améliorer les moyens de subsistance des producteurs en accroissant leurs revenus et en les encourageant ainsi à produire davantage.

LA BOURSE DES CÉRÉALES D'ADDIS-ABEBA – LE POUVOIR DES ACHATS LOCAUX

Lors de sa première visite sur le terrain, Josette Sheeran s'est rendue dans la capitale de l'Éthiopie, Addis-Abeba, au mois d'avril, et s'est rendue au marché des céréales d'Ehil Berenda, le plus important du pays, où opèrent chaque jour jusqu'à 600 négociants et commerçants.

Interrogeant les marchands de céréales, la Directrice exécutive s'est intéressée aux sacs de maïs, de blé et de teff, céréale grisâtre familière pour tous les Éthiopiens et principal ingrédient du pain national, l'*injera*.

"Les achats de produits alimentaires d'origine locale constituent un potentiel prometteur et inexploité de progrès économique et humain et peuvent avoir un impact positif sur les efforts de développement dans de nombreux pays."

Josette Sheeran, Directrice exécutive du PAM

Achats de produits alimentaires dans les pays en dévelo

En Éthiopie, les céréales sont la source de la vie. L'agriculture est l'épine dorsale de l'économie, 85 pour cent des 77 millions d'habitants du pays vivant dans les régions rurales et, d'une façon ou d'une autre, de l'agriculture. L'Éthiopie produit plus de maïs que le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie réunis.

Du fait de problèmes logistiques, de difficultés d'accès et d'un manque de moyens, ceux qui en ont le plus besoin ne peuvent pas toujours se procurer de quoi se nourrir. Ainsi, un tiers seulement des aliments produits en Éthiopie parvient jusqu'aux marchés. En outre, comme la plupart des agriculteurs sont des cultivateurs de subsistance, la très grande majorité d'entre eux ne peuvent avoir accès aux marchés, faute de routes, de transports publics et d'infrastructure.

Acheter sur place – c'est-à-dire acheter des produits alimentaires dans les régions excédentaires et aux négociants qui en ont à revendre et les utiliser pour aider ceux qui n'y ont pas accès – peut aider à résoudre un problème qui remonte à des temps immémoriaux.

Le PAM est peu à peu devenu l'un des principaux acheteurs de produits alimentaires en Éthiopie. En 2007, le Programme a acheté au total 53 400 tonnes de produits d'une valeur de 18,3 millions de dollars pour ses opérations dans le pays, contre 4 653 tonnes, et 2,2 millions de dollars, en 1989. En outre, le PAM a également

acheté en Éthiopie des produits alimentaires destinés à être utilisés dans le cadre d'autres opérations du PAM dans la région.

Acheter localement n'est pas tâche aisée. Le PAM doit faire des études de marché et doser judicieusement ses achats pour éviter de causer des hausses de prix dont souffrirait le consommateur local. L'inexécution de leurs engagements par les fournisseurs et les difficultés liées au financement apporté par les donateurs ne sont que quelques-uns des autres problèmes qui se posent. Avant de quitter le pays, donc, la Directrice exécutive a lancé un défi: "Pouvons-nous mettre au point de meilleures méthodes pour nos achats locaux?"

ACHATS AU SOUDAN

En 2007, le PAM a acheté au Soudan 93 935 tonnes de produits dans le cadre de sa politique de promotion des marchés nationaux de céréales. Il a acheté surtout du sorgho et du mil, mais aussi des haricots. En outre, il s'est procuré sur place, dans l'État de la mer Rouge, la presque totalité du sel destiné à ses projets au Soudan.

Le problème consiste à s'entendre avec les donateurs de contributions en espèces pour veiller à ce que les contributions arrivent au moment le plus opportun pour les achats, après la récolte, lorsque les prix sont avantageux et les produits de haute qualité.



Iodisation du sel au Sénégal

Qui ne sait pas ce qu'est le sel? Le sel, qui rehausse le goût et complète les autres condiments, est un produit de grande consommation dans tous les ménages. Mais nombreux sont ceux qui ignorent l'importance que revêt le sel pour un régime nutritif. Depuis des années, le sel iodé est le moyen le plus simple de dispenser une quantité suffisante d'iode et de combattre ainsi des risques comme le goitre, l'arriération mentale chez les enfants et d'autres troubles dus aux carences en iode.

Le Sénégal est l'un des plus gros producteurs de sel d'Afrique de l'Ouest, et 60 pour cent environ de la production nationale est le fait de grandes sociétés privées qui exportent du sel vers les pays voisins. Les marchés locaux, en revanche, sont alimentés principalement par de petits producteurs qui n'ont qu'une capacité limitée d'ioder comme il convient le sel. Résultat? L'incidence du goitre au Sénégal est de 17 pour cent, et 85 000 nouveau-nés, chaque année, ne sont pas protégés contre les lésions cérébrales. Les séquelles laissées par les troubles dus aux carences iode condamnent bien des enfants et des adultes sénégalais à vivre sans véritable perspective ni horizon et sans avoir pu se développer pleinement.

Depuis un décret présidentiel de 2000, l'iodisation du sel est obligatoire, mais 36 pour cent des ménages sénégalais n'ont toujours pas accès au sel iodé. Aussi le PAM a-t-il décidé d'agir. En 2006, un certain nombre d'organismes humanitaires, dont le PAM, l'Initiative pour les micronutriments et l'UNICEF, ont conjugué leurs forces pour promouvoir la production et la consommation de sel iodé sous la coordination du Comité national contre la malnutrition. Cette initiative avait pour but de garantir que 90 pour cent au moins des ménages sénégalais consomment suffisamment de sel iodé pour écarter les risques de troubles dus aux carences en iode.

À la fin de 2007, quelque 7 000 petits producteurs avaient iodé au moins 28 500 tonnes de sel, ce qui n'a été possible que grâce aux efforts déployés par le PAM et ses partenaires pour fournir du matériel, de l'iodate de potassium et une

formation technique à 14 groupes d'intérêts économiques. Les trois quarts de ces petits producteurs sont des femmes, établis dans cinq des principales régions productrices de sel.

Le groupe de Taanomak-Ndiémou, dans la région de Fatick, entièrement composé de femmes, a transformé la communauté tout entière. Sous l'effet des efforts menés par le PAM pour renforcer les capacités de production de ces femmes, le PAM a décidé d'acheter à ce groupe local 22 tonnes de sel iodé de qualité. Ce sel a été distribué à 9 000 femmes enceintes et mères allaitantes dans le cadre des programmes d'assistance menés par le PAM dans les régions de Kaolack et de Fatick.

À mesure qu'augmente le nombre de femmes qui participent activement à l'initiative d'iodisation du sel, il apparaît clairement que ce projet a pour effet non seulement de prévenir les troubles dus aux carences en iode mais aussi de donner aux communautés un sentiment d'optimisme et un vif désir d'apprendre. Le PAM, avec l'appui de ses partenaires, espère que ces bonnes pratiques se poursuivront dans des communautés voisines comme à Ndiémou. À mesure que cette initiative se développera, les communautés participantes pourront compter sur un avenir plus sain.



Une Sénégalaise transportant un seau de sel qu'elle vient de récolter du Lac Rose.

Problèmes de sécurité



Pour une organisation comme le PAM, qui travaille dans des zones de conflit et dans des régions reculées, la sécurité a toujours été un problème majeur. Le PAM accorde la plus haute priorité, à tout moment, à la sécurité de son personnel, tout en continuant de s'acquitter de son mandat, qui est de nourrir les plus pauvres et les plus vulnérables, où qu'ils se trouvent. Regrettablement, les menaces se multipliant, l'année 2007 a été marquée par des tendances alarmantes concernant la sécurité du personnel et des opérations du PAM. Le nombre d'incidents dont ont été victimes des fonctionnaires ou des biens du Programme s'est accru de 31 pour cent par rapport à l'année précédente et a atteint au total 484.

Sûreté et sécurité du personnel dans les secteurs d'opération du PAM en 2007

Nombre d'agents blessés	5
Nombre d'agents détenus	18
Nombre d'agents tués	3

Le nombre d'incidents survenus pendant le service a augmenté de moitié. Trois fonctionnaires ont été tués en service, deux autres dans des accidents de la circulation et un autre encore a été poignardé à mort par des voleurs. En outre, dix fonctionnaires sont morts de cause naturelle, et huit ont été blessés, dont cinq en service. Par ailleurs, 26 fonctionnaires ont été détenus par différentes autorités nationales, dont 46 pour cent dans le contexte du service. Les cas de harcèlement de fonctionnaires par des acteurs externes ont augmenté de 60 pour cent par rapport à l'année précédente, et 88 pour cent des incidents se sont produits dans le même pays, le Soudan.

En outre, il a fallu organiser 18 opérations de réinstallation ou d'évacuation du personnel, dans 72 pour cent des cas par suite de troubles civils, comme suit: cinq réinstallations au Soudan, deux évacuations et une réinstallation en Guinée, trois réinstallations en Somalie, deux au Népal, deux au Timor-Leste et une à Sri Lanka, une autre au Liban et une autre encore en République démocratique du Congo.

C'est à l'Afrique qu'a été imputé le plus grand nombre d'incidents de sécurité: 370 au total. La plupart de ces incidents se sont produits dans trois pays: 119 au Soudan, 91 au Libéria et 46 en

Somalie. En Asie, il y a eu 47 incidents en Afghanistan, 20 au Timor-Leste et 16 au Népal. Au cours de l'année, des individus armés ont attaqué ou stoppé 66 camions effectuant des transports pour le compte du PAM. La plupart des attaques – 42 pour cent – se sont produites en Afghanistan, pays suivi par le Soudan avec 36 pour cent. À la suite de ces incidents, six chauffeurs ont été tués: trois dans le sud du Darfour, un dans le nord-est du Kenya, un au Tchad et un autre encore en Afghanistan. Des chauffeurs ont été blessés à la suite de trois attaques et d'autres ont été pris en otage lors de cinq incidents. En outre, 73 pour cent des attaques dirigées contre des camions ont causé des pertes ou des dommages matériels aux biens du PAM. Des camions utilisés par des partenaires du PAM ont également fait l'objet de quatre attaques, dont une embuscade dans le sud du Soudan, à l'occasion de laquelle un agent de l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) a trouvé la mort. En outre, pendant l'année, les entrepôts du PAM ont fait l'objet de 12 attaques, qui ont toutes causé des pertes ou des dommages matériels.

Le PAM a pu continuer à opérer dans un environnement sécuritaire aussi complexe grâce à l'étroite coopération établie avec ses partenaires et à ses efforts inlassables pour incorporer des mesures de sécurité à tous ses modes opératoires, spécialement dans les domaines de l'exécution des programmes et de la logistique. En Somalie et au Tchad, les équipes de sécurité ont travaillé en étroite collaboration avec les services chargés des programmes et de la logistique pour établir, dans tous les cas où cela était possible, de bonnes relations avec la population et les autorités locales, ce qui a permis au PAM de mieux se faire accepter et de travailler dans un contexte plus sûr. Souvent, dans des situations particulièrement dangereuses, les agents de la sécurité ont été les seuls fonctionnaires internationaux du PAM présents sur le terrain. À Sri Lanka, notamment, les agents de la sécurité du PAM ont réussi à négocier l'accès aux populations des équipes et des produits du PAM. Les bureaux de pays ont également eu largement recours à eux pour aider à résoudre avec les autorités nationales les difficultés surgies au sujet du personnel local.

Pendant le deuxième trimestre de 2007, il est apparu dans plusieurs pays une tendance très préoccupante, des fonctionnaires étant fréquemment enlevés à l'occasion du vol de leurs véhicules. Pour contrer cette menace, le PAM a mis en place un système de suivi des véhicules par GPS 24 heures sur 24. Jusqu'à présent, tous les fonctionnaires du PAM ont été libérés et la plupart des véhicules

ont été retrouvés. Les organismes qui participent au système de gestion de la sécurité des Nations Unies assument la responsabilité collective de la sûreté et de la sécurité du personnel des Nations Unies. Les dépenses de sécurité sur le terrain sont réparties entre les différents organismes sur la base d'une formule de participation aux coûts, les dépenses centrales de gestion étant assumées par l'Organisation des Nations Unies. La part des dépenses de sécurité revenant au PAM pour 2008-2009 devrait se monter à 26,6 millions de dollars, soit à peu près deux fois plus qu'en 2004-2005.

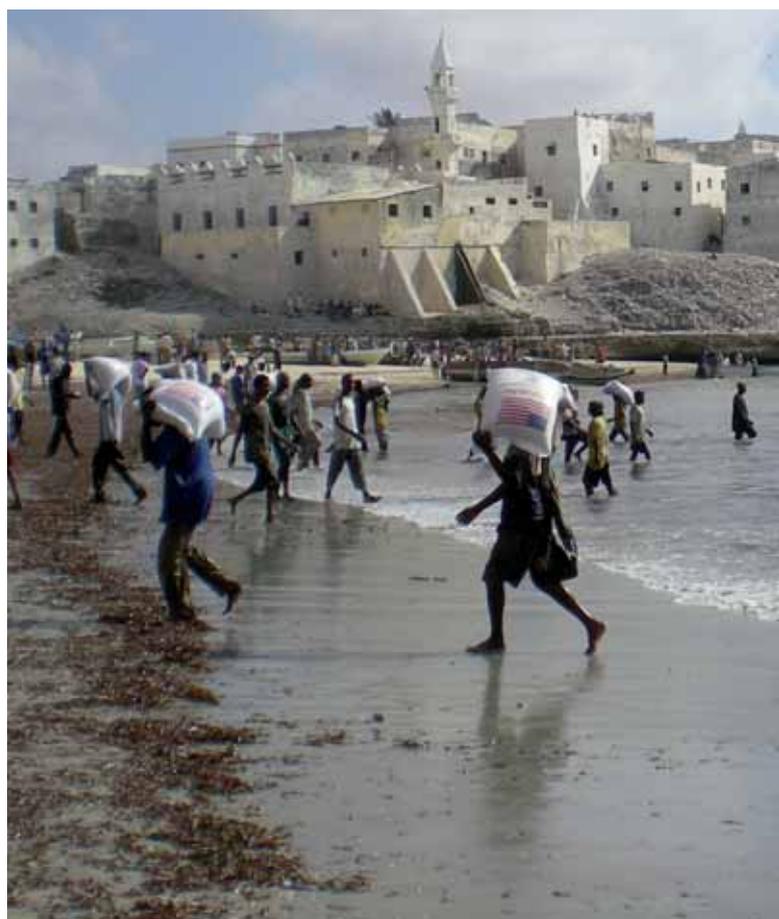
SOMALIE

Même en comparaison des 16 difficiles années de guerre civile qui l'on précédée, l'année 2007 a été terrible pour les populations en Somalie. À Mogadiscio, les combats ont forcé plus de 700 000 personnes – la moitié de la population de la capitale – à fuir leurs foyers. En novembre, la situation en Somalie a été qualifiée par l'Organisation des Nations Unies de pire crise humanitaire qui soit actuellement en Afrique.

Pour la plupart des habitants du pays, les conditions de vie n'ont cessé de se dégrader pendant l'année, mais l'aide humanitaire qui a été apportée au pays a permis d'éviter une catastrophe.

À la suite de l'exode de Mogadiscio et des mauvaises récoltes enregistrées dans certaines régions, le PAM a été obligé de nourrir 1,2 million de personnes, contre une estimation initiale de 925 000. En dépit d'une longue liste de problèmes de sécurité, constamment changeante, le PAM a dépassé son objectif et, en 2007, a distribué 82 000 tonnes d'aide alimentaire à 1,53 million de personnes, grâce aux généreux donateurs qui ont refusé d'abandonner les Somaliens à leur sort.

Le principal enseignement à tirer de l'année? Pour le PAM, cela a été d'être toujours prompt à réagir face à l'accélération soudaine des événements, comme la violence et les déplacements de populations qu'elle entraîne. Et, dans un des pires environnements opérationnels qui soit pour des organismes humanitaires, le PAM a réussi à accroître le nombre de fonctionnaires internationaux et nationaux expérimentés et ainsi à améliorer les contacts avec les autorités à tous les niveaux, et à renforcer la sécurité aux points de distribution.



En 2007, les cas de piraterie au large des côtes de la Somalie n'ont sans doute jamais été aussi nombreux, le Bureau maritime international signalant au total 31 incidents, contre 10 en 2006. Le plus grand nombre d'enlèvements à déplorer dans le monde a été signalé à bord de navires naviguant dans les eaux somaliennes et, en 2007, les pirates ont pris en otage 154 membres de l'équipage des 11 navires détournés.

Le PAM a réagi rapidement lorsque les pirates ont attaqué trois navires transportant ses produits alimentaires et assassiné un garde de sécurité au service d'un transporteur. En mai, la Directrice exécutive du PAM, Josette Sheeran, a appelé la communauté internationale à faire le nécessaire pour protéger les expéditions de secours, ce qui s'est traduit par un renforcement des opérations de surveillance et l'intervention d'une coalition navale internationale au large de la Somalie et, en novembre, par la mise en place d'un système efficace d'accompagnement des navires transportant les produits alimentaires du PAM par une frégate française, du port de Mombasa, au Kenya, aux ports somaliens et retour. C'était la première fois que les navires du PAM étaient escortés par un navire de guerre.



En octobre, le responsable des opérations du PAM à Mogadiscio, Idriss Osman, a été détenu pendant près d'une semaine par le Service national de sécurité somalien pour être interrogé. Il a été libéré sain et sauf et aucune accusation n'a été portée contre lui. Pendant sa détention, le PAM a suspendu ses activités à Mogadiscio.

KENYA

À la suite d'élections âprement disputées et d'un dénombrement encore plus chaudement contesté des voix, le Kenya – depuis si longtemps havre de stabilité et de progrès économique en Afrique de l'Est – s'est trouvé, presque du jour au lendemain, plongé dans le chaos.

Les pires violences se sont produites dans la vallée du Rift, dans le nord du pays, région où les tensions ethniques ont toujours été vives. Des affrontements avaient éclaté après le scrutin précédent, mais jamais à cette échelle. Très rapidement, il est apparu que des milliers de personnes avaient commencé à fuir, craignant pour leur vie, cherchant refuge dans des postes de police, des écoles et des églises et campant en plein air dans

le froid de la nuit. La plupart étaient parties sans pouvoir rien emporter.

"Il ne reste rien à manger, tout a été brûlé", a rapporté au PAM Grace Omaribo, mère de deux enfants en bas âge. "Il n'y a pas de couvertures, pas de casseroles. Je suis partie avec seulement ce que j'ai sur le dos, je n'ai rien d'autre. Nous dormons en plein air. Il faut que la paix revienne dans notre pays."

Le PAM a dirigé la première mission des Nations Unies dans la région, escortée par des militaires kényans cantonnés à Nairobi. Le chemin était jonché de traces de violence: magasins, marchés, automobiles, camionnettes, logements et commerces, tous incendiés. En plusieurs endroits, la route était coupée par des barrages routiers où des jeunes en colère brandissaient coutelas, arcs et flèches, mais le convoi a pu néanmoins passer sans trop de difficultés.

À Eldoret, au cœur de la région affectée, régnait un calme relatif et, rapidement, l'ordre initialement donné par le service de sécurité de passer la nuit à la caserne locale s'est avéré inutile et il a pu être utilisé un hôtel du centre.

Comme la région est le grenier à blé du Kenya, le PAM n'a à Eldoret qu'un bureau auxiliaire qui est normalement chargé uniquement d'un petit programme d'alimentation scolaire et d'appui aux personnes vivant avec le VIH/sida. Après la violence suscitée par les élections, toutefois, la vie n'avait plus rien de normal.



Les stocks de produits se trouvant dans l'entrepôt local du PAM ont rapidement été chargés à bord de camions de la Croix-Rouge kényane pour être immédiatement distribués, le Gouvernement fournissant la majeure partie des céréales et le PAM les légumineuses.

Faire venir d'autres produits à Eldoret, en revanche, a été une gageure. Deux camions chargés de biscuits à forte teneur énergétique ont réussi à passer par les routes coupées à cause de l'insécurité et à arriver de Lodwar, dans le nord. Un autre camion chargé de mélange maïs-soja s'est joint à un convoi de la Croix-Rouge venu de Nairobi. Un autre camion chargé d'huile végétale qui s'était trouvé immobilisé par le chaos un peu au sud d'Eldoret a été retrouvé par l'équipe logistique et a pu reprendre la route. En remarquablement peu de temps, et en dépit d'obstacles énormes, le PAM a rassemblé assez d'aliments pour pouvoir offrir un assortiment alimentaire complet.

Il était difficile d'évaluer toute l'ampleur de la crise. Nombreux étaient ceux qui avaient fui la région pour se diriger vers le sud et rejoindre des proches, plus près de Nakuru et de Nairobi. Dans une situation aussi instable, il a été décidé de distribuer une ration de deux semaines, assez pour faire face aux besoins immédiats mais aussi pour mieux comprendre quels devraient être l'envergure et le type de l'assistance à fournir par la suite.

Attentat à la bombe contre les locaux des Nations Unies en Algérie

L'attaque à la voiture piégée contre les locaux principaux des Nations Unies à Alger le 11 décembre a fait 17 morts parmi le personnel des Nations Unies ainsi que plusieurs blessés et a fait voler le bâtiment en éclats. Cet attentat a été un terrible rappel de la vulnérabilité du personnel des Nations Unies dans les régions où l'ONU est devenue la cible des groupes extrémistes.

Le PAM déplore profondément la perte irremplaçable de Gene Luna, Chargée des finances au PAM, et les graves blessures dont a été victime Lynda Matougui, Chargée de programmes. Cet attentat a été l'une des rares occasions où le PAM a dû répondre à une crise qui le frappait de plein fouet.





SOUDAN

Quatre ans plus tard, le conflit au Darfour demeure la plus vaste crise humanitaire à laquelle le PAM ait à faire face. En dépit de la signature de l'accord de paix au Darfour, en mai 2006, la région demeure une mosaïque de zones instables exposés aux conflits armés et au banditisme.

Du fait de l'insécurité régnant au Soudan, le PAM a été empêché, entre janvier et novembre 2007, de secourir 114 000 bénéficiaires par mois. Malgré l'aggravation spectaculaire de l'insécurité, les chiffres de 2007 ont été nettement inférieurs à ceux de l'année précédente, pendant laquelle 225 000 bénéficiaires par mois, en moyenne, avaient été privés d'assistance. Il s'agit là d'une prouesse qui n'a été rendue possible que par les équipes de sécurité, qui ont continuellement évalué les risques et les menaces, élaboré des plans pour garantir la continuité des opérations et intégré toutes les activités des services chargés de l'exécution du programme, de la logistique et de la sécurité. En

2007, en outre, les services de sécurité sur le terrain du PAM ont commencé à tenir un registre des incidents dans lesquels s'étaient trouvés impliqués des agents autres que des fonctionnaires du PAM, essentiellement des agents des entreprises travaillant pour le PAM, des organismes coopérants et des autres partenaires.

En dépit de ces difficultés, le PAM a réussi à distribuer chaque mois des rations à quelque 2,5 millions de personnes.

L'insécurité a également entravé les opérations dans le Sud-Soudan, où l'application de l'Accord global de paix conclu en 2005 entre le Nord et le Sud marque le pas et où le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants sont loin d'être achevés. Un chauffeur du PAM a été tué en janvier 2007 lorsque des assaillants non identifiés ont ouvert le feu sur le véhicule à bord duquel il se trouvait. Trois autres chauffeurs de camions travaillant pour le PAM ont été tués au Darfour en octobre.

Financement et ressources



IRRÉGULARITÉ DU FINANCEMENT ET DE L'AIDE ALIMENTAIRE MONDIALE

Les événements de l'année 2007 ont porté à conclure que l'ère des excédents alimentaires dans le monde a pris fin. Suivant en cela la tendance établie, l'aide alimentaire mondiale s'est contractée de 16 pour cent en 2007, tombant à 5,9 millions de tonnes contre 7,0 millions de tonnes en 2006. Entre 2003 et 2007, les livraisons mondiales d'aide alimentaire ont baissé de plus de 42 pour cent. La part du PAM est demeurée inchangée en 2007 – un peu plus de 52 pour cent du total – mais le volume des produits distribués n'a été que de 3,1 millions de tonnes en 2007, contre 3,7 millions de tonnes en 2006.

Début mai 2007, dans le contexte de la conclusion éventuelle d'une nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire, il s'est tenu en Allemagne une conférence qui a abouti au "Consensus de Berlin", reflétant l'entente conclue au sujet des moyens à mettre en œuvre pour combattre la faim entre une centaine de participants représentant des gouvernements nationaux, la Communauté européenne, les organismes des Nations Unies et des ONG. Les principales conclusions de la conférence revêtent une importance significative pour le PAM dans la mesure où elles offrent des indications quant aux critères à appliquer pour déterminer jusqu'à quel point l'approche suivie par le Programme correspond aux besoins du moment. Parmi les principaux constats de la conférence, l'on peut citer la nécessité de maintenir le niveau de l'aide alimentaire mondiale et celle de passer de l'aide alimentaire, répondant fréquemment à une stratégie limitée reposant sur la distribution de produits, à l'assistance alimentaire, qui peut comprendre des secours alimentaires en nature, des versements en espèces pour faciliter les transferts de produits et la distribution de micronutriments.

Dans un environnement externe aussi difficile, les mécanismes communs de financement sont venus à point nommé. Ces mécanismes sont notamment le CERF, les fonds communs pour les interventions humanitaires au niveau des pays en République démocratique du Congo et au Soudan et les autres fonds d'affectation spéciale multidonateurs comme le Fonds central des Nations Unies pour la lutte contre la grippe et le Fonds des Nations Unies pour la paix au Népal. En 2007, le PAM a reçu pour plus de 143 millions de dollars de contributions

des donateurs par le biais des mécanismes communs de financement et des programmes conjoints, ceux-ci ayant représenté, par ordre d'importance, la quatrième source de contributions du PAM. Le Programme prévoit que ce type de soutien aux activités humanitaires et aux activités visant à faciliter la transition des secours vers le relèvement continuera d'être pour lui l'une des principales sources de recettes au cours des années à venir.

Globalement, 91 pour cent des besoins prévus ont pu être satisfaits en 2007. Des ressources suffisantes ont pu être mobilisées pour des opérations de secours de grande envergure, dont la presse s'est largement fait l'écho, mais les déficits de financement ou les ruptures de la filière ont été fréquents dans le cas des opérations de moindre envergure. Toutes catégories d'activités confondues, à l'exclusion des opérations spéciales, des ressources adéquates ont pu être mobilisées et il n'y a pas eu de déficit pour 35 pour cent des 167 projets en cours.

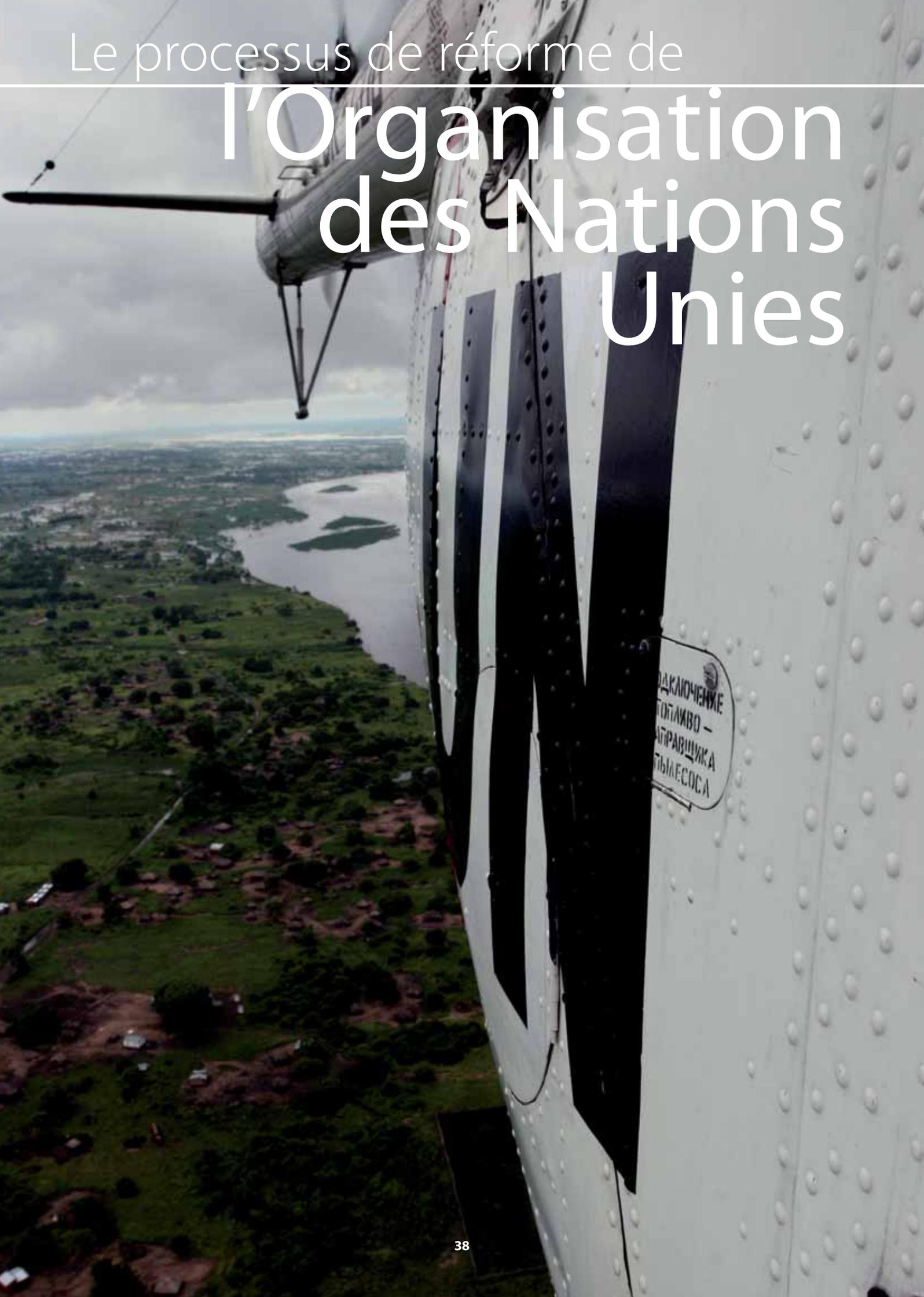
En revanche, plus de la moitié des besoins n'ont pu être satisfaits dans le cas de 17 pour cent des opérations d'aide alimentaire: au Cambodge et en Éthiopie, il y a eu à la fois des déficits et des retards, et ces problèmes ont affecté différemment les deux pays.

Dans la plupart des pays, le PAM a essayé de secourir le même nombre de bénéficiaires en réduisant les rations lorsque les aliments ont manqué à la suite de ruptures de la filière. Certains pays ont pu emprunter des produits à des opérations menées dans d'autres pays ou à des pays voisins ou ont eu recours aux mécanismes internes de préfinancement du PAM.

Le PAM s'est employé à collaborer plus étroitement avec les donateurs pour que ceux-ci fournissent leurs contributions en temps voulu et de façon prévisible. Fréquemment, toutefois, les fonds ont manqué dans certains pays pour pouvoir acheter des produits au moment optimal. Au Pakistan, par exemple, il aurait pu être réalisé de plus grandes économies si des fonds avaient été disponibles pendant la saison des récoltes, lorsque les produits peuvent être achetés à moindres frais. Dans d'autres cas, les ordres d'achat ont dû être passés dès que les fonds ont été reçus, quels que soient les prix pratiqués sur les marchés.

Le processus de réforme de

L'Organisation des Nations Unies



PROGRAMMATION CONJOINTE

En 2007, le PAM a participé beaucoup plus activement au processus de programmation conjointe, l'effort collectif entrepris par les organismes des Nations Unies et les partenaires nationaux pour préparer, exécuter, suivre et évaluer ensemble les activités visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Pendant l'année écoulée, le PAM a pris part à 84 programmes conjoints, contre 46 en 2006, soit 82 pour cent de plus que l'année précédente. Le nombre de pays participants a lui aussi augmenté, passant de 27 en 2006 à 36 l'an dernier. La plupart de ces efforts collectifs ont porté sur trois grands domaines d'activités: lutte contre le VIH/sida (14 programmes conjoints), éducation (13 programmes) et réalisation des OMD (11 programmes). Nombre de ces programmes ont été entrepris dans le cadre de l'initiative de réforme "Unis dans l'action", particulièrement dans les quatre pays pilotes où le PAM a des bureaux de pays: Mozambique, Pakistan, Rwanda et République-Unie de Tanzanie.

Au Mozambique, le PAM a participé à 6 des 11 programmes conjoints entrepris dans le pays dans le cadre de "l'Unité d'action des Nations Unies". Le PAM est l'organisme chef de file, en coopération avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la FAO, pour les programmes concernant la création de chaînes de valeur dans le secteur des produits et l'accès aux marchés des associations d'agriculteurs. Les autres programmes conjoints auxquels a participé le PAM ont porté sur la préparation des interventions en cas d'urgence, la lutte contre le VIH/sida, les changements climatiques, les filets de sécurité sociale et la santé maternelle et infantile. En République-Unie de Tanzanie, le PAM a participé à six programmes conjoints, cinq en collaboration avec la FAO et le dernier, entre autres, avec le FIDA.

Indépendamment des programmes pilotes "Unis dans l'action", le PAM participe en Afghanistan à deux programmes conjoints relatifs à l'éducation, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), l'UNICEF, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'éducation est également thème d'un programme conjoint en Égypte, où le PAM collabore avec l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNFPA, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la Banque mondiale. En ce qui

concerne la lutte contre le VIH/sida, des projets conjoints sont en cours avec la collaboration d'équipes interorganisations à Madagascar, au Malawi, en Namibie et en Zambie. Enfin, le PAM coopère à la réalisation de projets conjoints dans les domaines de la santé et de la nutrition au Guatemala, en Guinée et en Colombie; de la gestion des risques de catastrophes en Chine et au Pérou; de la sécurité alimentaire au Lesotho, de l'environnement en Arménie et en Mauritanie; de la réduction de la pauvreté au Bhoutan; et des droits de l'homme au Burkina Faso.

Le système d'action groupée, qui a été introduit en 2005 pour améliorer la cohérence et l'efficacité des interventions humanitaires, a continué de se développer. Parmi les faits saillants à signaler en 2007, l'on peut citer l'approbation du document "Logistics Cluster Concept and Guidelines" (Module de la logistique: concept et directives, disponible en anglais uniquement), la constitution d'équipes d'intervention logistique et la diversification des membres des cellules d'appui, qui ne se contentent plus d'intervenir pour résoudre des problèmes ponctuels mais qui s'emploient désormais aussi, dans une vision stratégique, à promouvoir le renforcement des capacités et la préparation des interventions en cas d'urgence. Les questions actuellement en discussion concernent le concept de "fournisseur en dernier recours", le Centre logistique commun des Nations Unies et la prestation de services au niveau du terrain.

Le PAM a continué de codiriger (avec l'UNICEF et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires) le Module des télécommunications d'urgence et a participé à trois nouvelles opérations d'urgence, au Ghana, au Mozambique et au Pakistan.



Annexes





	2004				2005				2006				2007								
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	
GRAND TOTAL	256 458	1 670 055	60 628	794 372	2 899 628	258 884	2 282 892	196 724	23	2 892 401	268 210	1 962 307	236 336	11 764	2 664 994	309 318	2 005 656	166 244	272 090	2 753 308	
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																					
Angola	-	73 486	5 903	-11	79 377	-	43 986	6 793	-2	50 777	-	21 210	6 844	-	28 054	-	3 457	839	-	4 296	
Bénin	2 346	-	-	-	2 346	2 124	942	-	-	3 067	2 266	875	-	-	3 141	2 336	528	-	-	2 864	
Burkina Faso	5 614	1 248	-	14	6 876	2 766	833	-	100	3 699	5 199	605	-	394	6 199	4 027	6 864	-	855	11 747	
Burundi	-6	41 422	960	1 419	43 795	-	37 603	1 096	2 119	40 818	-	46 029	876	65	46 970	-	38 257	0	456	38 713	
Cameroun	2 757	282	-	-	3 039	1 050	951	-	-	2 001	1 625	1 115	-	0	2 740	1 953	1 402	-	1	3 356	
Cap-Vert	3 649	46	-	-	3 695	557	-	-	-	557	932	-	-	-	932	789	-	-	-	789	
République centrafricaine	1 154	3 436	-	-	4 590	1 698	2 004	-	-	3 702	2 675	4 345	209	-	7 228	2 147	19 768	3 104	-	25 019	
Tchad	3 110	31 454	2 317	-	36 881	2 460	41 806	5 987	-	50 254	4 271	46 270	4 767	-	55 308	4 669	62 028	5 615	-	72 312	
Congo	-	4 868	-	-	4 868	-	3 983	-	-	3 983	-	2 748	-	-	2 748	-	2 808	-	-	2 808	
Congo, Rép. dém. du	-	42 613	43	-	42 656	-	59 007	3 016	-	62 023	-	43 464	4 409	-	47 874	-	71 776	4 459	-	76 234	
Côte d'Ivoire	46	19 908	1 059	2 740	23 753	-	21 892	1 795	619	24 306	-	21 058	2 466	267	23 791	-	23 289	270	288	23 847	
Djibouti	671	2 229	-	-	2 900	1 103	3 943	-	-	5 046	1 089	4 208	-	-	5 297	1 488	3 125	-	-	4 613	
Érythrée	0	44 917	-	-	44 917	-	64 364	-	-	64 364	-	-9 904	-	-	-9 904	-	241	-	-	241	
Éthiopie	11 887	147 931	-	1 298	161 115	25 031	311 209	-	-	336 239	19 037	174 461	882	-	194 380	17 836	148 862	164	2 040	168 902	
Gambie	1 429	56	-	-	1 485	2 138	10	-	-	2 148	2 037	92	-	-	2 129	1 919	896	-	-	2 815	
Ghana	2 477	396	-	-	2 873	2 818	2 099	-	-	4 918	1 892	1 369	-	-	3 261	2 275	1 838	316	-	4 430	
Guinée	2 190	9 493	557	-	12 240	3 242	9 005	208	-	12 455	3 004	7 493	165	-	10 662	4 149	6 848	929	14	11 940	
Guinée-Bissau	-	3 745	-	-	3 745	-	3 110	-	-	3 110	-	3 844	-	-	3 844	-	5 078	-	-	5 078	
Kenya	15 534	56 574	-	-	72 107	16 417	63 551	-	-	79 968	17 180	134 400	1 553	-	153 134	28 532	153 561	8 205	-	190 298	
Lesotho	3 483	21 892	-	-	25 375	2 630	19 458	-	-	22 088	2 876	7 761	-	-	10 638	1 331	10 199	-	128	11 658	
Libéria	583	35 438	1 780	-	37 801	-1	35 141	150	-	35 290	-	33 832	450	-	34 282	-	31 477	3 166	206	34 850	
Madagascar	1 773	5 981	-	-	7 754	4 472	1 796	-	693	6 960	3 425	525	-	64	4 014	3 966	9 327	598	0	13 891	
Malawi	6 090	19 915	1 051	-	27 057	6 004	54 996	-99	360	61 261	6 743	41 785	-	136	48 664	12 809	30 402	-	1	43 212	
Mali	6 205	1 443	-	-	7 648	6 834	9 934	-	257	17 025	3 662	12 662	-	572	16 897	3 544	8 360	-	1 237	13 142	
Mauritanie	1 210	6 946	-	-	8 156	3 888	14 973	-	-	18 861	3 753	9 768	-	-	13 521	4 519	14 693	-	-	19 212	
Mozambique	10 710	20 568	-	-	31 278	13 855	31 615	-	-	45 470	7 504	29 365	-	2	36 871	12 832	22 206	2 509	95	37 643	
Namibie	-	2 971	-	-	2 971	-	791	-	-	791	-	2 488	-	-	2 488	-	6 369	-	-	6 369	
Niger	6 457	0	-	-	6 457	6 595	37 290	184	-	44 069	6 602	31 519	35	-	38 157	5 813	16 853	-	-	22 666	
Rwanda	7 352	8 412	0	-	15 764	5 445	13 323	-	-	18 768	5 196	17 396	-	-	22 592	6 794	8 711	-	-	15 505	
Sao Tomé-et-Principe	446	-	-	-	446	768	-	-	-	768	816	-	-	-	816	956	0	0	0	956	

VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS,

	2004				2005				2006				2007								
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	
Sri Lanka	2 319	8 505	-	-	10 824	278	53 482	7 041	-	60 801	592	22 175	824	-	23 591	1 376	38 070	3 329	213	42 988	
Thaïlande	-	10	-	-	10	-	400	-	-	400	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timor-Leste	-	2 310	-	-	2 310	-	1 331	-	-	1 331	-	7 275	-	-	7 275	-	8 576	-	-	8 576	
Autres dépenses régionales	73	-	23	-	96	43	9 893	5 138	-	15 074	-	4 091	1 568	-	5 659	-	-	451	-	451	
TOTAL POUR LA RÉGION	76 226	326 263	9 012	6 020	417 521	71 047	379 069	63 343	2 794	516 254	94 317	274 646	99 285	5 877	474 125	121 606	320 518	28 096	14 436	484 657	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																					
Albanie	-	3 176	-	-	3 176	-	2 103	-	-	2 103	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-	
Arménie	-	3 455	-	-	3 455	-	2 345	-	-	2 345	-	2 725	-	-	2 725	-	5 388	-	-	5 388	
Azerbaïdjan	-	3 940	-	-	3 940	-	5 548	-	-	5 548	-	5 084	-	-	5 084	-	7 836	-	-	7 836	
Géorgie	-	4 720	-	-	4 720	-	4 622	-	-	4 622	-	4 589	-	-	4 589	-	4 381	-	6	4 387	
Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	4	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fédération de Russie	-	12 515	-	-	12 515	-	8 019	-	-	8 019	-	5 931	-	-	5 931	-	8 212	-	-	8 212	
Serbie-et-Monténégro**	-	201	-	-	201	-	-	-	-	-	-	-3	-	-	-3	-	-	-	-	-	
Tadjikistan	-	12 436	-	-	12 436	-	13 234	-	-	13 234	-	13 709	-	-	13 709	-	7 780	-	-	7 780	
Autres dépenses régionales	-	-33	-	-	-33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	40 411	-	-	40 411	-	35 874	-	-	35 874	-	32 044	-	-	32 044	-	33 597	-	6	33 603	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																					
Barbade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	166	18	-	184	-	28	36	-	64	
Belize	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	145	-	-	145	
Bolivie	3 865	398	-	-	4 262	3 632	646	-	-	4 279	3 500	1 452	-	-	4 952	3 325	3 968	-	306	7 599	
Colombie	15	6 712	-	-	6 727	-	11 041	-	-	11 041	0	12 544	-	-	12 544	-	15 480	-	3 858	19 338	
Cuba	3 457	181	-	-	3 638	5 750	1 840	-	-	7 590	4 245	862	-	-	5 106	2 036	265	-	-	2 301	
République dominicaine	185	-3	-	-	182	19	-0	-	-	19	2	-	-	-	2	-	569	-	-	569	
Équateur	93	-1	-	-	92	-	204	-	-	204	-	1 146	-	-	1 146	-	890	144	63 433	64 467	
El Salvador	1 395	644	-	-	2 039	705	1 403	-	-	2 107	422	1 871	1	-	2 293	1 226	1 431	77	-	2 734	
Guatemala	1 349	2 679	-	-	4 028	2 164	6 819	-	-	8 983	879	14 169	-	-	15 048	2 423	4 132	-	-	6 555	
Guyana	-	-	-	-	-	-	245	-	-	245	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

	2004				2005				2006				2007								
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	
Haïti	6 356	10 364	2 906	-	19 626	7 651	13 520	302	-	21 473	4 748	9 938	-	-	14 687	11 200	10 542	-	-	-	21 742
Honduras	5 234	2 859	-	-	8 093	1 530	2 112	-	-	3 643	788	1 134	-	-	1 922	4 269	1 445	-	-	17 262	22 976
Jamaïque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	-	-	-	32
Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112	-	-	-	112
Nicaragua	6 274	2 189	-	-	8 462	6 828	2 255	-	-	9 082	7 639	2 777	-	-	10 416	2 371	5 226	-	-	-	7 597
Panama	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	281	575	-	856	-	17	17	-	-	34
Pérou	1 958	187	-	-	2 145	3 207	1 103	-	-	4 309	1 351	0	-	-	1 352	1 816	4 474	-	-	13 934	20 223
Autres dépenses régionales	30	-	-	-	30	345	-	159	-	504	869	-	608	-	1 478	1 511	20	198	-	-	1 729
TOTAL POUR LA RÉGION	30 212	26 208	2 906	-	59 326	31 831	41 188	461	-	73 480	24 442	46 339	1 202	-	71 984	30 177	48 776	473	98 793	-	178 219
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																					
Algérie	-	13 920	-	-	13 920	-	11 330	-	-	11 330	-	10 411	-	-	10 411	-	13 278	-	-	6	13 285
Égypte	4 202	-	-	-	4 202	4 452	-	-	-	4 452	1 389	112	-	-	1 501	1 568	-	-	-	2 684	4 251
Iran (République islamique d')	-	1 831	-	-	1 831	-	763	-	-	763	-	384	-	-	384	-	826	-	-	-	826
Iraq *	-	32 419	5 898	762 490	800 807	-	18 553	374	10 013	28 940	-	5 851	-	1 420	7 271	-	12 915	-	-	59	12 974
Jordanie	2 238	-514	-	-	1 725	402	8	-	-	409	500	-	-	-	500	516	-	-	-	-	516
Liban	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 930	14 519	2 890	24 339	-	470	1 239	-	-	1 709
Jamahiyya arabe libyenne	-	-	-	-	-	-	-	2 326	-	2 326	-	-	1 265	-	1 265	-	-	497	-	-	497
Maroc	-	191	-	-	191	-	16	-	-	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Territoire palestiniens occupés	-	28 771	-	-	28 771	-	24 432	-	-	24 432	-	36 625	-	-	36 625	-	69 993	-	-	0	69 993
République arabe syrienne	3 102	-199	-	-	2 903	3 900	-	-	-	3 900	926	110	-	-	1 036	3 544	2 868	-	-	69	6 481
Yémen	7 021	500	-	-	7 521	6 988	527	-	-	7 514	7 241	649	-	-	7 891	4 499	2 033	-	-	-	6 532
Autres dépenses régionales	70	-3 806	-1 163	-	-4 898	34	-	-	-	34	33	78	-	-	111	-	-	-	-	-	-
TOTAL POUR LA RÉGION	16 633	73 114	4 735	762 490	856 973	15 774	55 629	2 699	10 013	84 116	10 090	61 150	15 783	4 310	91 333	10 128	102 383	1 736	2 818	-	117 065
AUTRES²	7 022	1 350	-1	17 166	143 654	-5 472	8 836	32	-17 472	139 801	9 223	30 261	7 666	76	233 601	-6 594	-13 207	1 157	126 769	-	108 124

1 À l'exclusion des dépenses AAP.

2 Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération, figurent au-dessous du total de la colonne (2004-2006).

3 Comprend toutes les dépenses pour les opérations bilatérales, les fonds d'affectation spéciale, le Fonds général et les comptes spéciaux.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

(*) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "Pétrole contre nourriture".

(**) Depuis juin 2006, la Serbie et le Monténégro sont deux pays distincts.

Donateur	Total	Développement	Opér. d'urgence	CII	IPSR	Opér. spéc.	Autres*
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	1 000				1 000		
ANDORRE	130		40		47		43
AUSTRALIE	61 629	13 069	14 561		14 795	6 214	12 990
AUTRICHE	3 794	1 015	144		2 636		
AZERBAÏDJAN	2 397				2 397		
BANGLADESH	10 655	10 655					
BELGIQUE	17 644		2 052	1 000	12 688	1 167	737
BHOUTAN	5						5
BOLIVIE	232						232
BRÉSIL	1 096		100				996
BULGARIE	10						10
CAMBODGE	503				503		
CAMEROUN	164						164
CANADA	160 758	46 185	45 556	6 569	58 790	1 408	2 251
CAP-VERT	248	248					
CHILI	50	50					
CHINE	2 567	2 000		14	500		53
COLOMBIE	17						17
CROATIE	10						10
CUBA	975				975		
CHYPRE	656	650			6		
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	561		265		62		234
DANEMARK	44 339	28 901	140		10 198	3 292	1 808
ÉQUATEUR	248						248
ÉGYPTE	461		44		231		186
EL SALVADOR	160						160
ESTONIE	42		42				
COMMISSION EUROPÉENNE	250 437	9 304	107 131		113 770	14 744	5 488
ÎLES FAROE	133	79	54				
FINLANDE	25 403	8 000	5 896	105	10 491	267	645
FRANCE	33 762	2 450	5 542	596	20 132	683	4 359
ALLEMAGNE	65 680	29 969	7 789	1 475	24 613		1 835
GRÈCE	5 081	44	1 814	19	2 452	752	
GUATEMALA	258						258
HONDURAS	6						6
HONGRIE	65						65
ISLANDE	1 887	1 603	179	4	100		
INDE	8 856	4 497	1 395		2 897		68
INDONÉSIE	3 100			0,2	3 000		100
IRLANDE	34 244	14	7 450	1 808	19 550	3 533	1 889
ISRAËL	31			1			30
ITALIE	31 265	7 446	2 469		9 984	2 419	8 947
JAPON	118 713	9 180	29 498	400	64 653	13 091	1 891
JORDANIE	93						93
KENYA	2 454	1 410	1 044				
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	20 850		800		19 950		100
LESOTHO	950				950		

Donateur	Total	Développement	Opér. d'urgence	CII	IPSR	Opér. spéc.	Autres*
LIECHTENSTEIN	43			43			
LITUANIE	306				306		
LUXEMBOURG	11 951	3 425	830		7 317	133	247
MADAGASCAR	1 497	1 496			0 1		1
MALAWI	1 846				1 846		
MAURITANIE	800	800					
MOZAMBIQUE	148				102	46	
NÉPAL	4				4		
PAYS-BAS	75 630	5 464	14 173	5 336	46 682	3 225	750
NOUVELLE-ZÉLANDE	4 963	2 190	1 084		1 689		
NICARAGUA	24						24
NORVÈGE	40 209	13 340	1 562	4 850	17 246	1 684	1 526
FONDS DE L'OPEP	1 450	1 450					
ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE	300	50			250		
PAKISTAN	3 278				3 255		23
PANAMA	1						1
PÉROU	550	40			20		490
POLOGNE	755	200			546		9
PORTUGAL	111						111
DONATEURS PRIVÉS**	49 205	17 109	1 893		10 822	1 949	17 432
ROUMANIE	147				147		
FÉDÉRATION DE RUSSIE	15 000	1 000			14 000		
ARABIE SAOUDITE	6 537	2 022	442		4 073		
SINGAPOUR	50				50		
SLOVAQUIE	44		29				15
SLOVÉNIE	101				101		
AFRIQUE DU SUD	384				384		
ESPAGNE	29 631	6 610	2 532		17 536		2 952
SRI LANKA	31						31
SUD-SOUDAN	55 379					55 379	
SWAZILAND	460				460		
SUÈDE	64 863		15 803	3 001	41 754	773	3 532
SUISSE	31 823	2 687	3 064	1 640	20 727	2 730	977
THAÏLANDE	112						112
TUNISIE	100		100				
TURQUIE	3 050		900		2 150		
ROYAUME-UNI	66 851		11 185		43 099	2 577	9 990
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 176 257	36 842	504 233		620 034	12 825	2 324
CERF, FONDS COMMUN ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES	143 265	4 459	35 944	40	68 996	33 308	518
ÉMIRATS ARABES UNIS	2 100	1 000			1 100		
ZAMBIE	2 500				2 500		
TOTAL GÉNÉRAL	2 705 376	276 952	827 776	26 901	1 324 566	162 199	86 981
Contributions bilatérales							40 778

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général.

** Les contributions privées ne comprennent pas 45,2 millions de dollars de dons en nature de caractère exceptionnel, notamment sous forme d'espace publicitaire.

États membres

Allemagne	Mexique
Australie	Niger
Autriche	Norvège
Canada	Nouvelle-Zélande
Cap-Vert	Pakistan
Chine	Pays-Bas
Colombie	Pérou
Congo, République du	Philippines
Cuba	République-Unie de Tanzanie
États-Unis d'Amérique	Royaume-Uni
Éthiopie	Slovénie
Fédération de Russie	Soudan
Haïti	Suède
Inde	Suisse
Indonésie	Tunisie
Iran, République islamique d'	Ukraine
Japon	Zambie
Koweït	Zimbabwe

Membres du Bureau du Conseil d'administration

M. James Melanson
Canada (Président)

S.E. M. José Eduardo Dantas Ferreira Barbosa
Cap-Vert (Vice-Président)

M. Ramalingam Parasuram
Inde (Membre)

S.E. M. Sabas Pretelt de la Vega
Colombie (Membre)

Mme Bojana Hocevar
Slovénie (Membre)

Sigles utilisés dans le présent document:

AAP	administration et appui aux programmes	OIT	Organisation internationale du Travail
Autres COD	Autres coûts opérationnels directs	OMD	objectif du Millénaire pour le développement
CAD	coûts d'appui directs	OMS	Organisation mondiale de la santé
CAI	coûts d'appui indirects	ONG	organisation non gouvernementale
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires	PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
CII	Compte d'intervention immédiate	PMA	pays les moins avancés
CRED	Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes	PRONAA	Programa Nacional de Asistencia Alimentaria (Pérou)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
FIDA	Fonds international de développement agricole	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
GTZ	Agence allemande de coopération technique	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
LACERN	Réseau d'intervention en cas d'urgence en Amérique latine et dans les Caraïbes	UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

Notes générales

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD), le transport extérieur et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD) et ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI) ni les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).

Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprennent tous les pays à déficit vivrier (importateurs nets de céréales) ayant un revenu par habitant inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; les pays des catégories I et II de la Banque mondiale appartiennent à la catégorie des PFRDV. Le seuil de produit national brut par habitant pour 2005, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 675 dollars É.-U. En 2007, 82 pays ont été rangés dans la catégorie des PFRDV par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La catégorie des pays les moins avancés (PMA), telle que définie par l'Organisation des Nations Unies, comprend "les pays à faible revenu dont la croissance est entravée par des handicaps à long terme, en particulier un niveau peu élevé de développement des ressources humaines ou de graves faiblesses structurelles". En 2007, 50 pays avaient été rangés dans la catégorie des PMA par le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

Photographies

PAGE DE COUVERTURE: PAM/Shehzad Noorani; TABLE DES MATIÈRES: Bangladesh PAM/GM Akash; page 2: Népal, PAM/James Giambrone; page 3: Soudan, UNMIS/Tim McKulka; page 4: Burundi, PAM/Stephanie Savariaud; page 6: République dominicaine, PAM/Alejandro Lopez-Chicheri; page 7: République dominicaine, PAM/Alejandro Lopez-Chicheri; page 10: Bangladesh, PAM/GM Akash; page 11: Bangladesh, PAM/GM Akash; page 12: Bangladesh, PAM/GM Akash; page 13: Bangladesh, PAM/GM Akash; page 14: Bangladesh, PAM/GM Akash; page 15: Bangladesh, PAM/GM Akash; page 16: République dominicaine, PAM/Alejandro Lopez-Chicheri; page 17: République dominicaine, PAM/Alejandro Lopez-Chicheri; page 19: Pérou, PAM/Anibal Solimano; page 20: Ouganda, PAM/Marcelo Spina; page 21: Mauritanie, PAM/Marcus Prior; page 22: Mauritanie, PAM/Marcus Prior; page 23: Mozambique, PAM/ Michael Huggins; page 24: Mali, PAM/Marcus Prior; page 24: Mali, PAM/Marcus Prior; page 25: Népal, PAM/James Giambrone; page 26: Éthiopie, Petterik Wiggers/PANOS Pictures; page 28: Soudan, PAM/Diego Fernandez; page 29: Sénégal, PAM/Stephanie Savariaud; page 30: Kenya, PAM/Marcus Prior; page 32: Somalie, PAM/Kim Fredriksson; page 34: Kenya, PAM/Marcus Prior; page 34: Algérie, AFP/Fayez Nureldine; page 35: Soudan, PAM/Simon Crittle; page 36: Népal, PAM/James Giambrone; page 38: Mozambique, SRS/Mirco Pecci; page 39: Mozambique, SRS/Mirco Pecci; page 40: Bangladesh, PAM/GM Akash.

**Division de la communication
et de la stratégie en matière de politiques publiques**

Programme alimentaire mondial

**Via Cesare Giulio Viola, 68/70 - 00148 Rome (Italie)
Téléphone: +39-066513-2628 • Télécopie: +39-066513-2840
Courriel: wfpinfo@wfp.org**

wfp.org

